

Renversement du régime IBK : La CEDEAO dans la tourmente !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 25 AOUT 2020

673

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CNSP

Ne rien précipiter



Sur la durée de la transition : Le CNSP précise que rien n'a été décidé pour le moment



Discussions Junte-CEDEAO : Le Mali doit attendre ce mercredi pour être fixé sur son sort



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	CNSP : Ne rien précipiter	P.4
Brèves	Mali : Plusieurs terroristes neutralisés	P.14
	14ème promotion de l'ESOS : 69 sous-officiers prêts à servir la Nation	P.14
	Problématique de gestion de la transition au Mali : Et si on appelait l'ancien ministre Me Malick Coulibaly pour la diriger ?	P.15
	Goodluck Jonathan au Mali : « Nous nous sommes entendus sur certains points »	P.15
	Haut Conseil Islamique du Mali : Guerre ouverte !	P.16
	Transition au Mali : Toujours pas de compromis entre la junte et la mission de la CEDEAO	P.16
	Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014 d'Alger suite à la rencontre de Takalot tenue du 20,21 et 22 Août 2020	P.17
	Front pour le Développement du Mali / Mali Nièta Jèkulu (FDM-MNJ) : Déclaration politique du Parti FDM-MNJ n°2020-03/BEN-FDM	P.17
	Mission de la CEDEAO au Mali : Les grandes conclusions des 3 jours de rencontre entre CEDEAO et CNSP	P.18
Actualité	L'embargo contre le Mali : Un odieux chantage sur un peuple aspirant à la démocratie	P.20
	Fermeture des frontières terrestres et aériennes de la CEDEAO : Le corridor Dakar-Bamako, le serpent de mer	P.21
	CRISE SCOLAIRE : Le CNSP s'implique !	P.22
Politique	Meeting du M5-RFP : Hommage de la jeunesse malienne à l'Imam Mahamoud Dicko	P.23
	Renversement du régime IBK : La CEDEAO dans la tourmente !	P.24
	Sur la durée de la transition : Le CNSP précise que rien n'a été décidé pour le moment	P.26
	Discussions Junte-CEDEAO : Le Mali doit attendre ce mercredi pour être fixé sur son sort	P.27
	Grande mobilisation du M5-RFP : Le CNSP salué et magnifié	P.28
	CNSP/CEDEAO : la mission sous régionale va-t-elle imposer la solution CNRDRE au CNSP ?	P.29
Culture & société	Les "korobôrboutiqui" : Au secours des chefs de famille en cette période de crise	P.31
International	Les mouvements de soutien : Ces machins politiques budgétivores qui tuent la démocratie en Guinée	P.32
	Coup d'Etat au Mali : Macky Sall plaide pour un allègement des sanctions de la CEDEAO	P.35
Sport	PSG-Bayern : Cette fois, Choupo n'a pas joué les héros...	P.36
	Sport, Basketball : Le championnat de D1 est de retour	P.36



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



CNSP : Ne rien précipiter

Brahim Boubacar Kéita est à peine parti que certains esprits indociles et perturbateurs tirent à boulets rouges sur le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) exigeant le retour des militaires dans les casernes. C'est oublier que notre pays, du fait de la mauvaise gouvernance qui s'y est installée depuis l'investiture de alpha Oumar Konaré en 1992, est au plus bas. La révolte menée, à visage découvert, par les leaders du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotes (M5-RFP) avait été jugée suicidaire par la plupart de ceux qui s'agitent aujourd'hui et voudraient où prendre le train en marche ou restaurer l'ordre ancien. La modération des membres du CNSP dans leurs propos et dans

les actes qu'ils posent est en passe d'être considérée à tort par certains comme des signes de faiblesse. Or le programme de gouvernance que le CNSP est en train d'ébaucher rejoint dans une large mesure les points de vue du M5-RFP qui peut légitimement revendiquer la paternité du départ d'IBK. La présence de certains responsables du CNSP au grand rassemblement du vendredi, 21 août 2020, sur la Place de l'Indépendance à Bamako et la référence aux résolutions et recommandations du Dialogue national inclusif (DNI) sont la preuve que les militaires veulent un pouvoir consensuel pour sortir le Mali de l'impasse. C'est pourquoi il convient de ne rien précipiter car l'effort à faire est immense et

demande du temps.

La lutte du M5-RFP a été tout simplement héroïque. Le Mouvement a eu le mérite d'engager ouvertement et frontalement le combat contre un régime que seuls les prébendiers de la République, les rats du Trésor public et leurs alliés soutenaient à bout de bras pour des raisons évidentes. Maintenant que le méchant loup n'est plus là, voilà que ceux-là mêmes qui l'ont aidé à détruire l'État voudraient participer à la Transition annoncée afin de garder leurs privilèges, tous les privilèges. Et pour cela l'on voudrait voir les militaires retourner dans leurs casernes pour échapper à des poursuites judiciaires que ceux-ci ne manqueraient pas d'engager contre eux. Or le CNSP est là et y restera le temps qu'il faudra pour remettre le Mali sur les rails. Remettre le Mali sur les rails, c'est rectifier la marche de la démocratie entamée en 1992 par l'élection la plus démocratiquement possible depuis l'indépendance du pays d'un Président mais que des pseudo-

démocrates, délinquants à boubous blancs, ont dévoyée faisant de notre pays l'un des pays les plus corrompus de la planète.

Remettre le Mali sur les rails ; c'est assainir le jeu politique par la relecture du code électoral pour que plus jamais les élections ridicules et scandaleuses qui se sont déroulées entre septembre 2018 et avril 2020 ne se reproduisent. Remettre le Mali sur les rails, c'est assainir la Justice dont les Maliens ont peu de raison d'être fiers ; c'est assainir l'école malienne qui est devenue un véritable dépôt, une fabrique de cancre qui seraient incapables d'être écrivains publics devant la grande Poste de Bamako. Remettre le Mali sur les rails, c'est s'attaquer à l'épineuse question de l'insécurité qui a divisé le pays en trois, obligeant des populations de villages et de zones entières à fuir la terre de leurs ancêtres pour se réfugier, au mieux, dans d'autres villages plus paisibles ou, au pire, se résoudre à être des apatrides exilés dans d'autres pays. Remettre le Mali sur les rails, c'est travailler à la reconstruction d'un Malien nouveau débarrassé de l'incivisme, de l'esprit prédateur, de l'irrespect pour toute chose y compris celui dû aux Anciens comme nous l'imposent nos traditions et coutumes. Remettre le Mali sur les rails, c'est travailler à créer des femmes et des hommes nouveaux capables d'inspirer notre jeunesse à la dérive afin de projeter la construction d'un Mali émergent au vrai sens du mot.

En somme, sans qu'on ait épuisé tous les domaines d'intervention, c'est à la refondation totale de notre pays qu'il faut travailler. Pour cela, l'on peut faire confiance au CNSP dont les membres ne semblent pas mouillés dans



les affaires de corruption à grande échelle que connaît l'Armée malienne par le fait de certains généraux milliardaires tels dénoncés par la presse malienne. Leur langage paraît si sincère et leurs manières élégantes et mesurées qu'on peut miser sur eux pour mener à bien la Transition qui se profile à l'horizon. La présence des militaires du CNSP au sein de la Transition serait un gage de succès. En effet, déjà les membres du parti présidentiel, le Rassemblement Pour le Mali (RPM), et ses nombreux alliés ont vite fait d'enterrer l'ère IBK et se projettent déjà dans la perspective du partage du pouvoir nouveau. Dans cette guerre de positionnement, seuls les militaires sont capables de faire régner l'ordre. Aussi, ne devrait participer à la Transition nulle femme, nul homme qui se serait compromis dans la déprédation de l'État. Ceux-là doivent être recherchés, appréhendés et mis à la disposition de la Justice pour l'exemple. Seuls les femmes et les hommes d'une très grande probité mo-

rale, des patriotes convaincus et des travailleurs avérés devraient être appelés par le CNSP pour participer à l'œuvre de reconstruction nationale.

C'est pourquoi la Transition de trois années que propose le CNSP ne paraît pas extrême pour tous ceux qui connaissent l'étendue des dégâts causés par trente années de gabegie et de mauvaise gouvernance qui ont fait du Malien actuel un être qui doute de tout. En 2013, les Maliens avaient mis sur IBK pour qu'en cinq ans il leur redonne espoir. Ce fut la honte nationale. Puisque le nouveau mandat qu'il s'est adjugé en 2018 finit en 2023, ce temps devrait être mis à profit pour que plus jamais le Mali ne retombe entre les mains de ceux qui n'ont aucun égard pour les Maliens. Le CNSP ne devra jamais oublier que ceux qui ont fait le 18 août 2020 ne dorment ni ne sommeillent et qu'ils scruteront tous ses actes, tous ses propos et se relèveront à l'occasion si leur idéal était piétiné. Il n'y a plus aucun doute que le Mali ne sera plus abandonné aux mains d'aventuriers et de prébendiers. Pour l'heure nous devons travailler à nous rassembler pour former un front commun en vue de reconstruire Maliba. Avec l'engagement de tous nous saurons nous relever d'un si mauvais pas. Pour cela il est indispensable de faire confiance au CNSP et de l'accompagner. Le Peuple malien nous regarde, l'Afrique nous regarde. Si le Mali réussit sa nouvelle Transition, et elle la réussira à coup sûr, ce sera un immense espoir pour tous les peuples africains en proie à la mauvaise gouvernance. Pour Toi Mali et pour Toi Afrique nous resterons « Debout sur les remparts ».

■ Diala Thiény Konaté



Ouverture Média - OM



OM TV : #URGENT #EXCLUSIVITE
 - Me KASSOUM TAPÓ : Mohamed Aly BATHILY a pris 10 Millions avec IbK étant dans le M5-RFP
 - Les Conclusions de la Rencontre CDEAO / CNSP
 - Le CNSP a demandé 3 ans de transition à la CDEAO : Dementi - Confirmation. #OM #TD

EXCLUSIVITÉ #OM / #URGENT
 RESTEZ CONNECTÉS SUR #OM. INTERVIEW EXCLUSIVE ENTRE SERGE DANIEL ET KALLA ANKOROUO MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU NIGER. LE CNSP A BIEN DEMANDÉ 3 ANS DE TRANSITION À LA CEDEAO. RDV DANS 15 MINUTES...



Etienne Fakaba Sissoko



C'était le 05 Juillet 2020 sur le plateau de Robert Dissa. Notre discours reste le même. Rassembler les maliens au chevet du pays malade, dépasser les clivages qui n'existent que selon vos humeurs et intérêts, s'attaquer aux réformes politiques et institutionnelles, au rétablissement de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale. Que les petits agitateurs et activistes alimentaires se détendent, votre rêve de me voir me taire est voué d'avance à l'échec. Donc économisez vos forces et vos venins. Droit dans nos bottes. Notre Force, c'est notre détermination.

Média A



Pourquoi certaines personnes sont des mufles ? Des individus malintentionnés s'attaquent à un de nos héros national, juste par égoïste. J'ai lu un article dénonçant Mady Diawara d'être le fils de Moussa Diawara, j'ai alors pris le temps de faire mes investigations pour connaître la réalité des choses, Mady et Moussa partage juste le nom de famille commun, notre héros national ne connaît même pas Moussa si ce n'est dans le cadre professionnel ou il se rencontrent souvent. Ce même article le dénonce d'être le gérant des biens de Karim, ce qui est totalement faux. Certes il faisait ses business comme tous les autres jeunes qui trouvent les moyens de le faire et n'a jamais géré un centime de Karim, si

celà était vrai pourquoi être parmi ceux qui ont fait le putsch contre le père de ce dernier ?

Selon mes investigations Mady à toujours décrié la mal gouvernance, c'est dans cette dynamique qu'il a été parmi les têtes de ce putsch pour répondre au cru des cœurs du peuple malien. Les plans des détracteurs ne marcheront pas pour diviser nos dignes et braves héros. Soutien total à notre braves héros.

@Aziz Maïga ne ment pas



Communiqué de l'ALCOM suite à la fermeture des frontières ivoiriennes

**ASSOCIATION LIBRE
DES CONSOMMATEURS MALIENS**

ASSOCIATION LIBRE DES CONSOMMATEURS MALIENS (ALCOM) REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Siège social : Korofina-Nédi
 Commune I (Rimako) rsc 176/ poste 616
 Tel : (223) 20 24 41 33 OU 89 20 79 79
 E-mail : comsom@alcommg.ml
 Site web : www.alcommg.ml
 Référence : 012408/ALCOM/04/08/2020

COMMUNIQUE N°01 DU 24 aout 2020

Suivant récépissé N° 0582 en date du 24 octobre 2017, l'Association libre des consommateurs Maliens (ALCOM), ayant pour but de veiller à la protection des intérêts des consommateurs maliens, a été créée.

A cet effet nous avons été interpellés par la coordination des associations des commerçants et des GIE du secteur vivrier, sur la fermeture de la frontière au niveau de Tinkéréla sur le territoire ivoirien.

Conformément au disposition h) de la vidéoconférence des chefs d'état de la CEDEAO, qui stipule la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales à l'exception des denrées de premières nécessités, des médicaments, du carburant, et de l'électricité entre les pays membres et le Mali. Nous invitons tous les partenaires à faire de même.

ALCOM étant une structure de veille et de protection des consommateurs, nous demandons aux autorités maliennes, ivoiriennes et la CEDEAO de prendre les mesures urgentes sur le passage des produits de premières nécessités au niveau de la frontière ivoirienne. Cela permettra d'éviter une hausse de prix sur les marchés locaux du Mali et une garantie de l'investissement des commerçants et GIE maliens.

Nous comptons, sur votre réaction rapide pour la libre circulation des denrées de premières nécessités.

Le Président

 Mady Diawara-BALLO

Présidence de la République du Niger



Le Président de la République a reçu dimanche après-midi le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali

Le Président de la République, Chef de l'Etat, SEM Issoufou Mahamadou, a reçu dimanche après-midi, 23 août 2020, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA (Mission Intégrée Multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali), M. Mahamat Saleh Annadif. L'entretien a porté sur la situation au Mali notamment « les possibilités de sortie de crise très rapidement », a indiqué M. Annadif à sa sortie d'audience.

Précisant qu'il se trouvait en vacances au Tchad (son pays) quand les événements ont eu lieu au Mali mardi dernier, le Représentant Spécial du SG de l'ONU a dit avoir écourté son séjour pour rentrer au Mali, « en faisant une escale à Niamey pour rencontrer le Président Issoufou Mahamadou. »

« Sachant l'implication de la CEDEAO notamment l'implication personnelle du Président Issoufou Mahamadou en tant que Président en exercice de la CEDEAO, j'ai estimé nécessaire et en accord avec le Secrétaire Général des Nations Unies, de faire cette escale pour m'entretenir avec lui, voir quelles sont ses orientations et sa vision pour une sortie de crise parce que les Nations Unies viennent en appui à la CEDEAO », a-t-il expliqué.

« Dans cette optique, nos entretiens ont porté sur les possibilités de sortie de crise très rapidement. Nous avons eu une convergence de vues assez parfaite, et je pars aujourd'hui retrouver mes collègues à Bamako avec un certain nombre d'idées qui peuvent nous aider à parachever le travail », a-t-il ajouté.



RFI Afrique



L'Afrique comptait ce lundi 24 août plus d'un million de cas de coronavirus confirmés, pour 27 783 morts. Selon le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique, les pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19 sont l'Afrique du Sud, avec 609 773 cas dont 13 059 décès, l'Égypte, avec 97 340 cas dont 5 262 décès, le Maroc, avec 52 349 cas dont 888 décès, le Nigeria, avec 52 227 cas dont 1 002 décès ou encore le Ghana, avec 43 094 dont 256 décès.



Le Togo a éradiqué la trypanosomiase africaine, plus connue sous le nom de « maladie du sommeil », une maladie endémique dans 36 pays d'Afrique subsaharienne où l'on trouve les mouches tsé-tsé. Grâce aux actions menées par le gouvernement togolais, les communautés locales, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la maladie a été éradiquée.



L'ex-président mauritanien est rentré chez lui dans la nuit du dimanche au lundi 23-24 août sous les youyous de ses proches. Peu après une heure du matin, Mohamed ould Abdel Aziz a quitté la direction de la sureté où il était retenu depuis lundi dernier. Soulagement pour sa famille et ses avocats qui dénonçaient depuis une semaine ses conditions de détention et sa convocation elle-même par les enquêteurs.



PINAL



"L'imam Dicko avec une dignité grande, une noblesse d'esprit qui a mobilisé des gens, se retire de la vie politique, on peut dire que c'est un homme avec un grand H". Kemi Seba!

Une longue transition militaire risquerait de nous mener vers une impasse. Wait and see

La junte dément les informations de RFI. Les discussions continuent, aucune conclusion encore trouvée. Source : CNSP

Le journal Afrique sur TV5MONDE



Au Soudan, on ne compte plus les sanctuaires endommagés. Les pillards creusent en dessous des sites archéologiques dans l'espoir d'y trouver de l'or. La quête du précieux métal jaune a des conséquences dramatiques sur le patrimoine du pays.

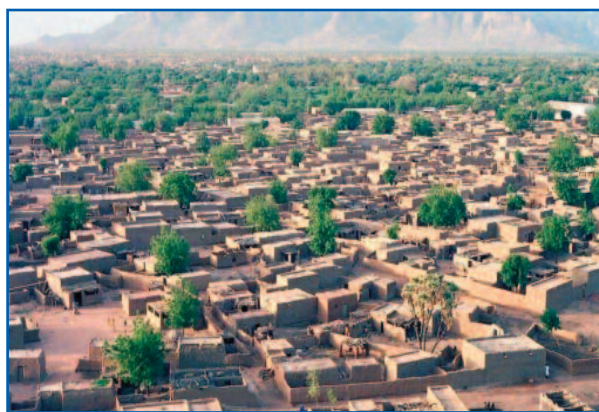
Liban : la double explosion à Beyrouth le 4 août a considérablement compliqué la vie des travailleuses africaines sur place. Venues chercher une vie meilleure au pays du cèdre, elles sont nombreuses à se retrouver à la rue.

Mali : la junte au pouvoir depuis une semaine et les émissaires ouest-africains se sont séparés lundi sans accord sur les conditions d'un retour des civils à la tête du pays en pleine tourmente.

Radio Guintan



Gao: les concertations se poursuivent pour résoudre la crise. Une commission de 16 membres a été mise en place pour tenter de résoudre la crise née de la mort d'un militant du mouvement patriotique Gandakoy. La commission est composée de 4 arabes, 4 songhoï (sonrhail), 2 jeunes arabes, 2 jeunes songhoï, 2 femmes ainsi que de 2 facilitateurs du gouvernement. La commission rendra compte des différentes propositions des communautés le mardi 24 août 2020.



Ibk en résidence surveillée.

L'ex président vient d'être libéré et placé en résidence surveillée ce lundi 24 août 2020



Le CNSP dément l'information de RFI

Le porte de la junte militaire le Colonel Major Ismaël Wagué a déclaré ce matin devant la presse "aucun moment on a parlé de gouvernement à majorité militaire, toutes les décisions relative à la taille de la transition (Président et formation gouvernementale se fera entre les maliens).



Gao: un rencontre pour la reconciliation.

Rencontre de Réconciliation convoquée par le gouverneur entre les arabes et sonrhai puis situé les responsabilités des événements du jeudi à vendredi. Une commission de 16 personnes mise en place afin de rencontrer les différentes communautés et faire des résolutions pour le gouverneur d'ici mardi. Une forte délégation des arabes et sonrhai est venue de Bamako pour la circonstance.



Yehia Tandina

Embargo sur le Mali: le Mali applique lui aussi un embargo en interdisant la vente des bétails aux pays membres de la CEDEAO. Pendant ce temps, Tombouctou se ravitaille facilement des denrées alimentaires à moindre coût venant de la Mauritanie et l'Algérie selon Yehia Tandina



Figaro du Mali

Les grandes conclusions des 3 jours de rencontre entre CEDEAO et CNSP :

*Les points discutés et les conclusions :

1) La demande de voir Monsieur IBK, sa condition de détention, son état de santé :

Cette demande a été acceptée par le CNSP sans difficultés. C'est pourquoi, la CEDEAO a eu accès à Monsieur IBK dès leur arrivée. Monsieur IBK leur a confirmé qu'il a démissionné de son plein gré. Il remercie les militaires qui ont garanti sa sécurité durant tout ce temps.

2) Allègement des conditions de détention de Monsieur IBK:

Cela a été accepté par le CNSP. Monsieur IBK est libre d'être gardé dans une résidence de son choix. Il est également libre d'aller se soigner là où il veut. La CEDEAO a garanti qu'il sera amené au Mali en cas de besoin.

3) L'allègement des conditions de détention des personnalités détenues :

Le CNSP a accepté cela également. Ils seront dans des résidences surveillées.



4) La mise en place d'une transition :

Les deux parties ont donné leur point de vue sur la mise en place d'une transition démocratique au Mali. Mais rien n'a été arrêté pour le moment.

5) La levée des sanctions contre le Mali:

Le CNSP a demandé à la CEDEAO de lever les sanctions contre le peuple malien car sanctions ou pas, le peuple malien souffrait déjà dans son ensemble. Les sanctions ne font qu'aggraver la situation. La délégation de la CEDEAO n'a pas pris de décision définitive par rapport à la levée des sanctions. Mais elle va rapporter les conclusions de ces rencontres au sommet extraordinaire des chefs d'État de la CEDEAO prévu ce mercredi.



Le Mali doit être refondé et conduit par tous ses fils, mais il faut des patriotes et des compétents pour réussir cette autre phase cruciale.

YERI Bocoum

460 Agents Technique des Espaces Aéro continentaux 2018 s'exprime sur la situation actuelle qui se passe à la CANAM. Pi



Seydou Doumbia non moins Directeur Général de la protection civile un Dieu au sein de son service ..

un Directeur en même secrétaire général des deux Syndicats...

un service organisé en clan comme ma famille d'abord, mon pote, mes amis etc. nous avons besoin d'un nettoyage général de ce pays et nous nettoierons !!! nous arrivons très bientôt !!!

AFFAIRE A SUIVRE!!!



#revuedepresse
#CHEICK_MODIBO_SOUMANO

Sur : #YBC

Grand meeting de remerciement du M5-RFP au Peuple : l'Imam Dicko demande de pardonner à IBK

Ils sont venus de tous les horizons pour répondre à l'appel lancé. Le président du comité du M5-RFP, Dr Choguel Kokalla Maiga a pris la parole pour remercier le peuple avant de dire que le M5-RFP soutient les militaires du CNSP dans leur action. " Le CNSP est venu parachever le combat que le peuple du M5-RFP avait déjà entamé" a ajouté Choguel Kokalla Maiga. Il a aussi critiqué l'attitude de la CE-DEAO qui a brandi des sanctions contre le Mali.

Lire.....Seydou Diamouténé

Source: 22 Septembre



#revuedepresse
#CHEICK_MODIBO_SOUMANO

Sur : #YBC

Reprise du Championnat national de football

Après la crise sanitaire sans précédent de Covid19, le championnat national de football a repris le vendredi avec la 22^e et dernière journée de la phase de poule.

Après cinq mois d'interruption le stade malien de Bamako en déplacement à Mopti s'est imposé devant l'AS Sabana (2-1). Cette victoire donne 54 points au leader de la poule B et son adversaire l'AS Sabana reste bloquée à 11 unités devant jouer les play-offs pour le maintien.

La 22^e journée s'est poursuivie le week end avec beaucoup de suspens autour des matches, AS Police-Djoliba, COB-USC Kita etc.

Il faut noter que pour cette reprise certains clubs ont refusé de prendre part à la suite de la compétition. Ils dénonçaient notamment des irrégularités dans la mise en place des Commissions indépendantes de la Femafoot.

Des jeunes Pro-IBK tabassés à la bourse du travail

Lors ce qu'ils tentaient de manifester pour demander la libération de l'ex-président IBK, un groupuscule de jeunes a été violemment tabassé, le samedi dernier, sur le Boulevard de l'Indépendance.

Pour ce petit groupe de marcheurs, la démission de l'ex-président Ibrahim Boubacar Kéita n'est pas la volonté du peuple malien.

Dans leur démarche, ils ont provoqué la colère des populations de la commune III du District de Bamako, majoritairement jeunes, qui n'ont pas hésité à sortir massivement pour les agresser violemment.

Il a fallu l'intervention des éléments de maintien d'ordre de la garde nationale, pour éviter le pire.

Selon AMAP, un jeune très en colère parmi la jeunesse de la commune III : « Ce sont des apatrides...Où étaient-ils lorsque nous mourrions de faim ici...Ce sont eux qui étaient à la solde d'IBK et de sa famille... Ils ne vont pas marcher ici ou bien ... ».

Source : Le Pays



FRANCE 24



#Mali Alors que la #Cedeao tente de trouver un accord avec la junte militaire, cette dernière dément, lundi, vouloir passer trois ans au pouvoir dans un #gouvernement de transition. "Rien n'est décidé", maintient son porte-parole.

Serge Daniel, correspondant pour FRANCE 24, nous en dit plus depuis #Bamako

Samerou Diallo



Je m'adresse à l'autorité malienne

Le certificat de résidence est il gratuit oui ou non ?

Je viens de quitter le commissariat de police de Sebenicoro pour un certificat de résidence. On m'a demandé de payer 1.000 FCFA

J'ai donné 5.000 fcfa à une dame elle m'a dit qu'il y'a pas monnaie et m'a demandé d'aller chercher la monnaie.

Je suis allé demander à un monsieur au service d'accueil si le certificat est oui ou non payant.

Et je lui ai dit qu'une femme me demande de payer 1.000 FCFA.

Lui aussi a appelé un policier

Ils ont échangé entre eux et finalement le monsieur qu'il a appelé m'a dit de le suivre et qu'il va me donner mon certificat pour cette fois gratuit que sinon c'est pas gratuit car eux ils payent les copies.

Je demande à l'autorité malienne de nous éclaircir là dessus .
Merci



Mais un rappeur qui a chaque fois qu'il sort un morceau de 5 minutes est obligé de faire une vidéo de 25 min pour se justifier ou jurer sur le Coran c'est pas mieux d'arrêter le rap et devenir videoman ? Chaque morceau que tu sors c'est pour tacler les opposants de Boua on a compris et accepté ta position, il est temps que toi même tu t'assume et cesse de te justifier ou arrête le rap. Le dji djoukoro rap c'est délicat. Si le rap n'avait pas été créé pour la contestation populaire j'aurai cru que tu as inventé un nouvel art, le rap système, c'est comme les révolutionnaires qui soutiennent les systèmes injuste et qui tuent pour rester au pouvoir.
RIP aux martyrs.

200 affaires impliquant 275 accusés, seront jugées au cours de la 1ère session des assises de la cour d'appel de Bamako dont les travaux s'ouvrent ce lundi 24 août 2020. Selon le procureur général près la cour d'appel de Bamako, #Idrissa_Arizo_Maiga, seront jugées les affaires suivantes: vols qualifiés, viols, pédophilies, assassinats, coups mortels, infanticides, terrorismes trafics de drogue etc.



Demeleaks

Avec Ibrahim Boubacar Keïta, c'était le fracas des mots inutiles et inoubliables de 04 dictionnaires posés à même le bureau.

Adieu le renégat .

Si Maradona Konaré avait raison à propos du génie de Sébénicoro :



- bon vivant...
- peu soucieux du travail,
- capable d'accéder à l'orgasme sous l'effet des louanges et des youyous....

Retro/aéroport de Bruxelles ce jour !

24 Août 2019

24 Août 2020

- Dois -je rire ou pleurer si je compare mon pays aux autres ? Belgique ou France.....?

Lorsque celui qui dirige le pays aujourd'hui se bombe la poitrine d'avoir étudié à Sorbonne, un nom SUR lequel le journaliste de Jeune Afrique Mr François Soudan ne cesse de revenir, ACHETÉ à hauteur de souhait , comme si c'était mangeable ! Ce qu'il oublie c'est qu'il est entrain de jouer contre le peuple malien.

- L'effet dévastateur de la gouvernance actuelle se résume en :

- * Banditisme gouvernemental,
- * Brigandage financier
- * kleptomanie financière exacerbée,
- * Braquages : politique, administratif, judiciaire, et le tout assaisonné par le PARLEMENTARISME TRANSHUMANT.

- Le peuple se trouve braquer au propre et au figuré par ses propres fils..

- NB:

Autant le journaliste qui a faim est très dangereux...autant le journaliste corrompu est tout aussi dangereux.

Boubacar Toure



Opération : Maliko Théâtre Est : Le com-secteur 1 auprès des hommes sur le terrain à Tessit

Le com-secteur1 du Théâtre Est de l'opération Maliko, le colonel Issa Mamadou Coulibaly a effectué une visite de terrain le jeudi 20 août 2020 auprès du détachement FAMA du G5-sahel basé à Tessit. Dans cette randonnée il était accompagné par le représentant du gouverneur de Gao M. Alhader Bella Amadou, et d'une forte délégation

Le colonel Coulibaly est venu s'enquérir des conditions de vie et de travail des hommes sur le terrain, afin de trouver des solutions idoines aux problèmes qui minent leurs activités quotidiennes. Il a exhorté les hommes à bien garder les positions et à être vigilants en tout temps pour les besoins de l'opération a-t-il confié. Selon lui c'est dans le professionnalisme que les FAMA peuvent gagner leur mission. Le com-secteur 1 a été très sensible aux cris de détresse de la population de Tessit.

Selon le représentant du gouverneur M. Alhader Bella Amadou, pour mieux résoudre un problème, il faut aller jusqu'à sa source et comme constat il dira que tous les problèmes évoqués sont les conséquences directes de l'insécurité. Il a rassuré les populations que tout sera mis en œuvre pour relever ce défi majeur.

Quant au maire de la commune de Tessit Ibrahim AG Effanfane, visiblement très ému il a soutenu qu'il urge de venir en aide aux popu-

lations de sa commune. Déjà la présence des FAMa rassure beaucoup les citoyens mais ça ne suffit pas.



Sambou Sissoko



2700 tonnes de Nitrate d'Amonium NH_4NO_3 en route vers le Mali en provenance de Dakar. Je pense que nous étions sous embargo?

Le Colonel Goïta et ses hommes du CNSP ne doivent jamais oublier que nous ne vivons pas dans un monde angélique.

La sécurité et la stabilité du pays passe par le développement des infrastructures routières...

Les pays européens, les USA, les pays émergents (Singapour, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Île Maurice, etc.) ont mis un accent particulier sur le développement de leur réseau routier. Plusieurs raisons expliquent ce choix.

1- Routes internationales : elles permettent le développement des échanges commerciaux (transport des biens et des marchandises), et la réduction des coûts de transport ;

2- Routes urbaines : elles ont une importance capitale :

- réduction du coût de la vie,
- diminution des accidents de la route,
- fluidité des activités économiques ;

3- Routes rurales : elles permettent de désenclaver les zones de production en améliorant l'écoulement des marchandises vers les villes réduisant ainsi les coûts de transport, améliore l'accessibilité aux services de base (services de santé, les écoles), et l'accès aux marchés des produits agricoles.

Au regard des avantages ci-dessus énumérés, un réseau routier bien construit et bien entretenu est essentiel à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté dans un pays continental (qui n'a aucun accès direct sur la mer) comme le Mali et qui est de surcroît considéré dans les statistiques de la Banque mondiale et du FMI comme l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Nos décideurs politiques devraient avoir le courage d'expliquer à nos syndicalistes qu'investir dans les routes au lieu d'augmenter les salaires des fonctionnaires de l'administration publique amélioreraient les conditions de vie des travailleurs. En effet, l'augmentation des

salaires n'améliorent pas forcément les conditions de vie des travailleurs. Un mauvais réseau routier ou un manque de routes a un effet néfaste sur l'activité économique et les conditions de vie des populations. Aussi, un réseau routier mal entretenu, entraîne une augmentation du coût de transport qui conduit à son tour à l'augmentation des prix des produits alimentaires. Ce dernier est source d'inflation qui a pour conséquence la diminution du pouvoir d'achat des populations. Il est donc certain qu'investir dans les routes pourrait avoir un impact positif sur les conditions de vie des populations que ne le ferait une augmentation des salaires. Lorsque le gouvernement décide d'augmenter les salaires, l'effet induit peut ne pas être celui escompté : l'augmentation des salaires entraîne nécessairement celle de la consommation et partant des importations avec pour conséquence l'accompagnement du déficit de la balance commerciale puis de la balance des paiements. Le pays est obligé d'emprunter pour régler ce déficit. Sous d'autres cieux, cela pourrait conduire à une dévaluation dans le cas d'une parité fixe. Une étude de la Banque Mondiale a montré que le coût de transport dans des pays en voie de développement comme celui du Mali est environ triple de celui des pays développés disposant d'un réseau routier important et bien entretenu (12,7% contre 5,1% en valeur du pourcentage des importations).

Au lieu d'investir des milliards dans l'entretien des fonctionnaires qui n'ont d'autre ambition que de s'enrichir en pillant les deniers publics il est urgent et important d'investir dans nos infrastructures routières. Tant qu'on aura pas des routes en bon état on aura ni la paix, ni la sécurité encore moins le développement. C'est parce qu'il n'y a pas de routes pouvant mieux desservir l'intérieur du pays que les jeunes ruraux continuent de quitter nos villages pour venir mourir dans la précarité à Bamako au cas où ils n'ont pas pu avoir la chance de traverser le Sahara ou la méditerranée à la recherche d'un Eldorado qui n'existe nulle part ailleurs que chez soi. Qu'ils soient éleveurs, pêcheurs ou agriculteurs l'unique préoccupation des populations dans nos villages a toujours été l'accès à l'énergie et aux infrastructures routières en vue de pouvoir contribuer au développement local...



Boubou Cissé a manqué d'humilité !

En effet, Après les tueries du 10, 11 et 12 juillet dernier, l'ex-Premier ministre devait entreprendre une démarche auprès des responsables du M5-RFP pour leur faire comprendre qu'il était inutile de poursuivre la désobéissance civile paralysant ainsi le fonctionnement normal de l'administration publique pour un problème qui pouvait se régler par la simple compréhension mutuelle à savoir l'attribution du poste de Premier ministre (article 38 de la constitution) qui, chacun le sait, était à l'origine de toutes les dissensions entre l'imam Dicko (recours morale du M5-RFP) et le président Ibrahim Boubacar Keita. En lui rappelant que le Premier ministre est un "fusible" prêt à "sauter", Dr. Boubou Cissé pouvait expliquer avec beaucoup d'humilité à l'autorité morale du M5-RFP que représente l'imam Mahmoud Dicko que si son départ pouvait éviter au Mali, une crise grave pouvant occasionner la démission d'IBK "à la ATT" comme cela semblait être déjà programmé, il était prêt à donner sa démission car il est là avant tout pour l'intérêt supérieur de la Nation et non pour se servir ou servir l'intérêt d'une quelconque puissance internationale. On aurait pu faire économie des événements du 11 et du 18 Août dernier et le président IBK ne serait pas humilié de la sorte. Maintenant que vous êtes tous les deux sortis par la petite porte de l'histoire nous vous disons d'être patients pendant ces moments d'épreuves tout en méditant sur ces propos du sage Amadou Hampaté Ba « quand il arrive dans un endroit, le caméléon prend la couleur du lieu. Ce n'est pas de l'hypocrisie ; c'est d'abord la tolérance, et puis le savoir-vivre. »



Master Ti

URGENT ! Jugement de Dioablla a été reporté au LUNDI 31 AOÛT 2020 pour cause les plaignants ne se sont pas présentés au tribunal pour la deuxième fois. Le plaignant principal c'est YOUSSEF BATHILY connu sous le nom de Ras Bath,

J'ai envoyé quelqu'un au tribunal ce matin pour assister au jugement de DIOBALLA malheureusement les plaignants cités sur le document ci-dessous ne sont pas venus finalement .

#RAS_BATH EST DERRIÈRE LA PLAINTÉ DE #DIOBALLA , Ses moutons ont bêlé partout que nous mentons sur lui , HEE MANSSA !! Pour quelle raison je mentrais sur lui? RAS BATH EST UN ÉGOÏSTE BILAYE , UN MENTEUR MANIPULATEUR .



Le Résumé



"Je tiens à signaler qu'à ce stade de discussion avec l'équipe de la médiation de la CEDEAO rien est décidé. Aucun moment on a parlé de gouvernement à majorité militaire. Toute décision relative à la taille de la transition, au président de la transition et à la formation du gouvernement se fera entre malien". Dixit le colonel major Ismaël WAGUE porte-parole du CNSP à leur arrivée au Ministère de la défense à Bamako le 24 août 2020.

Awa Sylla



Dites à Mylmo que le président SOUMAILA Cissé est le cheval blanc de la politique malienne.

Au moment où je coupe mon jeûn du lundi je prie Dieu dans sa miséricorde qu'il guide tes pas vers nous. Qu'il ramène rapidement auprès de ton peuple que chérisse tant. LIBÉREZ SOUMAILA CISSE.

URGENT : L'ambassadeur de France au Mali et le commandant de l'opération Barkane ont été reçus cet après midi par le colonel Assimi Goïta, président du CNSP. Rien n'a filtré de la rencontre.



Tweet



Jean-Luc Mélenchon

@JLMelenchon

Le «journaliste» Serge Daniel devrait éviter de se faire passer pour l'analyste d'une situation en Afrique dont il est en réalité un agent par ses parti pris.

14:00 · 24 août 20 · Twitter Web App

Mali : Plusieurs terroristes neutralisés



L'opération Barkhane a mené, la semaine dernière dans le Liptako-Gourma, plusieurs opérations successives qui ont permis de neutraliser un grand nombre de combattants des Groupes armés terroristes (GAT). Ces actions anti-terroristes ont également permis de trouver des ressources logistiques appartenant aux GAT. Ces informations ont été données par un communiqué de presse datée du 22 août dernier dont nous avons reçu une copie.

Le 15 août dernier, dans le cadre d'une opération hélicoptérée au Gourma, les commandos montagne de l'opération Barkhane, aux ordres du Groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), ont réalisé une mission de reconnaissance et de fouille d'une position d'un groupe armé terroriste. Cette unité était appuyée par une patrouille d'hélicoptères de reconnaissance et d'attaque. Pendant leur opération, ils ont découvert un plot logistique contenant des motos et de l'armement. Le lendemain, dans le Liptako, ajoute le document, un module d'hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, et un drone, appuyant le GTD-A et les commandos montagne ont à nouveau effectué une mission de reconnaissance et de fouille dans une zone potentiellement occupée par des GAT. Ces actions successives des commandos montagne ont permis de neutraliser plusieurs combattants en lien avec des groupes armés terroristes et de trouver des ressources logistiques.

Le 17 août dernier au cours des frappes aériennes, précise le communiqué de presse, l'opération Barkhane a neutralisé un pick-up identifié et caractérisé comme appartenant aux groupes armés terroristes. Cet exploit est le résultat d'une mission qu'un drone effectuait dans l'Est du Liptako. Ce petit avion de reconnaissance avait détecté des mouvements suspects de la part de plusieurs individus à moto, qui se rendaient vers un bivouac.

Dans le même temps, la force française a engagé une patrouille de deux Mirage 2000D (avion de chasse) et un C135 (avion de transport militaire) depuis la base aérienne projetée de Niamey pour rejoindre la zone où sont encore présents plusieurs individus armés. Cette patrouille de chasseurs a effectué des frappes aériennes neutralisant plusieurs terroristes. Le lendemain, les commandos, déposés par hélicoptères sur la zone, ont pu saisir différentes ressources logistiques et constater la destruction de plusieurs motos.

Mohamed D. DIAWARA

14ème promotion de l'ESOS : 69 sous-officiers prêts à servir la Nation

La sortie officielle des élèves sous-officiers d'active (ESOA) de la 14ème promotion de l'Ecole des sous-officiers a eu lieu le vendredi, 14 août 2020, à Banankoro (Ségou). C'était sous la présidence du ministre de la Défense et des Anciens Combattants sortant, le général de Division Ibrahima Dahirou Dembélé.

Ils sont au total 69 élèves sous-officiers d'active, tous Maliens, dont 11 personnels féminins à recevoir leurs galons de "Sergent" au cours d'une cérémonie grandiose. Cette 14ème promotion baptisée au nom de "feu Adjudant Seydou B Diallo" vient étoffer les effectifs des FAMA qui luttent inlassablement pour la défense et la sécurisation du territoire national. La formation qui a démarré le 28 novembre 2018 avait pour but de donner à ces nouveaux sous-officiers, les aptitudes de chef de groupe de combat d'infanterie.

Elle a porté notamment sur l'escorte de convoi, la reconnaissance d'un point, la réaction à une embuscade, l'enseignement physique militaire sportif ainsi que la formation militaire général. Les ESOA ont également suivi les programmes de leadership, la pédagogie et ont aussi appris le rôle de l'instructeur dans différents domaines.

Le sergent Bourama Kanté est le major de la promotion avec une moyenne de 17,24. Le commandant de l'Ecole des sous-officiers, le colonel Seydou Sogoba a déclaré que cette cérémonie consacre pour eux, le début d'une carrière professionnelle au service de la nation. Il a certifié que ces 69 nouveaux sergents sont tous aptes au commandement d'un groupe de combat d'infanterie. Le colonel Sogoba les a exhortés à faire preuve de courage, de détermination et d'abnégation dans leur future mission.

Le Directeur des Ecoles militaires par intérim, le colonel-major Cheick Tidiane Diarra, a adressé ses vives félicitations aux récipiendaires et les a invités à faire bon usage des connaissances acquises.

Le ministre sortant de la Défense et des Anciens Combattants a félicité ces jeunes qui ont bouclé leur formation avec succès. Le général de Division Ibrahima Dahirou Dembélé a également félicité la direction de l'école et l'ensemble du personnel d'encadrement qui ont fait preuve d'engagement, d'abnégation et de professionnalisme durant 2 ans pour la bonne réussite de cette formation.

Bréhima DIALLO, avec FAMA



Problématique de gestion de la transition au Mali : Et si on appelait l'ancien ministre Me Malick Coulibaly pour la diriger ?



Après la démission de IBK qui a renversé le régime corrompu d'IBK, tous les regards sont tournés vers Kati, siège de la junte au pouvoir, pour savoir la suite que les nouveaux hommes forts du Mali vont donner à leur acte. Qu'Assimi Goita, le nouvel homme fort de la junte comprenne que le Mali, déjà sous sanctions de la Communauté internationale après la rupture constitutionnelle, ne pourrait pas supporter d'autres déboires au risque de le voir disparaître. Alors, pour une transition apaisée consensuelle et acceptée par la communauté internationale, il faut un civil à sa tête. Me Malick Coulibaly pour avoir prouvé son désintérêt pour le pouvoir et pour avoir donné à la justice malienne toutes ses lettres de noblesse semble être le mieux indiqué pour diriger la transition avec toutes les forces vives de la Nation. Pourquoi la junte doit-elle préférer Me Malick Coulibaly à la tête de la Transition ? A défaut de la Présidence de la Transition ne pourrait-il pas en être son premier ministre ? Quels pourraient être les avantages d'un tel choix ?

Mahamoudou Kassogué procureur anticorruption Malick Coulibaly ministre justice. Les Maliens ont aperçu tôt le mercredi matin 19 août 2020 cinq nouvelles figures autour d'une table, au milieu desquelles un colonel lisant la déclaration de prise du pouvoir par les militaires, après plus de trois mois de mouvements populaires insurrectionnels. Cette déclaration, qui a été faite suite à l'arrestation du Président de la République, de son Premier ministre, des ministres et des hauts gradés de l'armée, a été saluée par le peuple dans sa très grande majorité. Plus le temps passe, plus la suspicion gagne le rang des forces civiles patriotiques quant à la volonté réelle de la junte de quitter le pouvoir au profit des civils. Elle gagnera en notoriété et en prestige si elle accepte de transmettre le pouvoir à une autorité civile. Ainsi pour pouvoir mener à bien la transition, il serait mieux de choisir Me Malick Coulibaly pour la diriger. Pourquoi Me Malick Coulibaly au lieu d'un leader du M5 RFP ou de l'ancienne majorité ? La réponse est qu'une Transition par définition est un processus politique caractérisé par un passage progressif d'un régime non-démocratique, à une démocratie réelle avec des lois qui sont adaptées à l'évolution de notre société et au contexte politique, sociologique et environnemental. Donc, on aura plus besoin de juristes que d'hommes politiques. Me Malick Coulibaly pour avoir dirigé le délicat ministère de la justice avec brio, pour avoir

Goodluck Jonathan au Mali : « Nous nous sommes entendus sur certains points »



La délégation de la Cedeao conduite par Goodluck Jonathan est au Mali depuis samedi pour trouver une sortie de crise. Selon le médiateur, il y a eu certes des avancées mais celles-ci demeurent insuffisantes.

C'est justement ce qui l'oblige à prolonger son séjour pour reprendre les pourparlers dès lundi avec les membres du Comité national pour le Salut du Peuple (CNSP) au pouvoir après une insurrection qui a obligé le président IBK à rendre le tablier après avoir dissous l'Assemblée nationale et accepté la démission du gouvernement. La Cedeao et le CNSP se sont longuement entretenus dimanche au ministère de la Défense et des Anciens Combattants sans pouvoir vider tous les points à l'ordre du jour. Les pourparlers reprendront lundi, a promis le médiateur de l'organisation sous régionale qui a déjà imposé au Mali de lourdes sanctions. Lire aussi : <https://lessor.site/sortie-de-crise-au-mali-discussions-prometteuses-entre-le-mediateur-de-la-cedeao-et-le-cnsp.html>

À l'issue de la rencontre, Goodluck Jonathan a indiqué que les deux parties cherchent une sortie honorable de la crise. Cependant, il a déclaré qu'ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur certains sujets. « Nous n'avons pas pu nous entendre sur certains points », a-t-il déclaré à la presse. Le porte-parole du CNSP, Colonel-major Ismaël Wagué, a confirmé cette déclaration en affirmant que « des compromis sont obtenus sur certains aspects » ajoutant que « la négociation continue ».

O. DIAKITE

mis en prison certains gros voleurs de la République, pour avoir fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille, pour avoir redonné confiance à tout un peuple par sa lutte implacable contre la délinquance financière, est incontestablement le mieux placé pour diriger la transition. Me Malick Coulibaly est l'un des cadres au Mali autour desquels un consensus est bien possible, car il ne dispose d'aucune carte politique et il ne traîne pas de bruits de casserole derrière lui.

Si le CNSP voudrait bien que le Mali retrouve son lustre d'antan, s'il veut que ceux qui ont détourné les deniers publics soient poursuivis et châtiés conformément à la législation, s'il veut que le Mali soit doté d'institutions démocratiques fortes, il doit jeter son dévolu sur Me Malick Coulibaly. Il a prouvé par ses actions les plus audacieuses qu'un autre Mali est possible.

Youssef Sissoko

Haut Conseil Islamique du Mali : Guerre ouverte !



Le Haut Conseil Islamique du Mali connaît certainement un malaise en son sein que les Maliens ignorent. Le weekend dernier, Bandiougou Doumbia et Soufi Bilal Diallo ont lancé des piques contre les dirigeants de cette faïtière des musulmans du Mali. Le guide spirituel de Nouredine est même allé loin en demandant la dissolution du bureau actuel de cette structure.

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, Bandiougou Doumbia n'a pas été tendre avec le bureau actuel du Haut conseil islamique dont il a demandé la dissolution. « Le Gouvernement a été demis, l'Assemblée nationale a été dissoute, le Président a démissionné. Mais il y a une autre structure qu'il faut dissoudre. Il s'agit du Haut conseil islamique », a-t-il déclaré. Cette faïtière des musulmans du Mali est, selon lui, devenue un club de soutien au Président sortant, Ibrahim Boubacar Keita. « Avant, c'était le Haut conseil islamique mais celui que nous avons aujourd'hui est le Haut Conseil IBK. Donc si IBK est parti, il faut que le Haut conseil IBK soit dissout afin d'installer un Haut conseil islamique digne de ce nom. Il nous faut un Haut conseil islamique qui défendra les causes des musulmans dans la vérité, un Haut conseil islamique qui sera l'intermédiaire entre les gouvernés et les gouvernants dans la vérité », a laissé entendre l'ancien prisonnier. Pour lui, l'actuel Haut conseil islamique ne représente pas tous les musulmans du Mali. « Nous voulons un bureau du Haut conseil islamique mis en place par tous les musulmans, celui qui ne sera pas dirigé par le Président de la république, celui qui fera l'unité des musulmans », a-t-il sollicité. Il estime que l'actuel bureau dont il est membre est mal mis en place. En plus du bouillant prêcheur Bandiougou Doumbia, un autre membre du Haut conseil islamique, Soufi Bilal Diallo, est rentré dans la danse. Sans trop commenter, il a écrit sur sa page Facebook : « L'argent qui alimente le Haut conseil Islamique du Mali n'appartient pas aux musulmans du Mali mais plutôt au contribuable malien. A bientôt et à suivre ». Dénonce-t-il la gestion du fonds de cette structure ? Il y a lieu de poser cette question.

Il faut rappeler que Soufi Bilal a dénoncé, lors de la mise en place de l'actuel bureau du Haut Conseil Islamique, le processus.

En tout cas, la sortie de ces deux membres montre que le Haut Conseil Islamique connaît un malaise ou il y a une guerre de positionnement entre les membres.

Boureïma Guindo

Transition au Mali : Toujours pas de compromis entre la junte et la mission de la CEDEAO



Les discussions se sont poursuivies entre les parties toute la journée de ce dimanche 23 août au ministère de la Défense et Anciens Combattants sans qu'elles ne parviennent à un accord. Dès son arrivée, la mission a rendu visite à l'ancien Président de la République détenu au camp militaire de Kati depuis le mardi 18 août dernier.

« Les discussions se poursuivent, pour le moment nous ne pouvons rien vous dire... », a déclaré le Colonel-major Ismaël Wagué à la presse, au sortir du 1er round de ce dimanche 23 août qui aura duré plus de 3 heures d'horloge. Goodluck Jonathan, quant à lui, se dit optimiste. Selon lui, les discussions permettront d'aboutir à un accord. Les échanges portent essentiellement sur les recommandations issues du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la Cedeao tenu jeudi dernier 20 août. Il s'agit notamment de la réhabilitation d'Ibrahim Boubacar Keita dans ses fonctions, la libération des personnalités politiques et militaires et le retour à l'ordre constitutionnel. A son arrivée samedi 22 août, la mission a rendu visite à l'ancien Président IBK détenu depuis mardi 18 Août par la junte à Kati. « Nous avons vu le Président Keita et il va très bien », a déclaré Goodluck Jonathan.

C'est donc la 4ème mission du médiateur de la CEDEAO en moins de deux mois au Mali. Il revient après l'échec de sa médiation dans la fronde du M5-RFP contre Ibrahim Boubacar Keita.

Pour une sortie de crise socio politique au Mali, le président du pool d'observation citoyenne du Mali (POCIM) propose d'engager des concertations entre tous les acteurs politiques et la société civile. Pour le président du POCIM, « la transition doit être gérée par un civil conformément aux textes de la CEDEAO ».



Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014 d'Alger suite à la rencontre de Takalot tenue du 20,21 et 22 Août 2020



La rencontre de Takalot (commune de Kidal) entre des responsables de la CMA et de la Plateforme se réjouit de la présence des responsables de certains Mouvements signataires. La Plateforme :

- Moussa Ag Acharatoumane représentant le Président de la Plateforme et Secrétaire Général du MSA, le Colonel Mohamed Bachir coordinateur militaire de la Plateforme, Des représentants de la CMA :

- Alghabass Ag Intalla président en exercice de la CMA et Secrétaire Général du HCUA, Mohamed Ould Laghweynat représentant du Secrétaire Général du MAA, Colonel Mohamed Ag Najim représentant du MNLA, Chef d'état-major de la CMA.

- Du Président du Conseil Supérieur des Imghads et Alliés (CSIA) Alhaji Ag Gamou, des Présidents des autorités Interimaires des régions de Ménaka et Kidal Abdoulwahab AG Ahmed Mohamed et Hassan ag Fagaga.

- Du Maire de Kidal Arbakane Ag Hamadalamine. Au cours de cette rencontre les échanges ont porté sur l'analyse du contexte national actuel :

- La cohésion sociale
- La sécurisation des personnes et des biens
- La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger
- Des accords antérieurs en instance entre les deux organisations.
- Ces thèmes ont été profondément développés suite à des débats francs à travers trois (3) commissions de travail à savoir:
- Le haut niveau sur les aspects stratégiques
- La commission cohésion sociale
- La sécurité et les accords en instance

La rencontre se préoccupe de la crise sociopolitique politique du pays et de ses récents développements, elle rappelle aux maliens que le règlement de la crise du nord et son excroissance que constitue celle du centre doit être un préalable à toute évolution de la situation générale du pays.

Les deux organisations réitèrent leur attachement à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. La PLATEFORME salue les résultats obtenus au cours de cette rencontre et souhaite la poursuite de ce genre de fora pour recons-

Front pour le Développement du Mali Mali Nièta Jèkulu (FDM-MNJ) : Déclaration politique du Parti FDM-MNJ n°2020-03/BEN-FDM



Le Bureau Exécutif National du Parti FDM-MNJ a pris acte de la démission du Président de la République, de la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale, intervenues le Mardi, 18 Août 2020 suite à la mutinerie d'une partie des forces armées à Kati. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ regrette tout de même que le dénouement du soulèvement populaire à travers le M5-RFP contre le régime IBK ait abouti au coup de force. Toutefois, le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ se réjouit du fait que le Président et ses collaborateurs soient sortis sains et saufs, et qu'il n'y a eu non plus aucune effusion de sang, ni parmi les porteurs d'uniforme, ni parmi la population civile. En plus, le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ a écouté avec intérêt la déclaration du Comité National du Salut Public (CNSP) prenant en compte l'essentiel des préoccupations de l'heure de la nation malienne, tant sur le plan national que sur les plans sous régional et international. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ invite le CNSP à collaborer avec l'ensemble des forces vives de la nation pour une transition démocratique, apaisée et la plus courte possible afin d'aboutir à des élections libres, transparentes et apaisées. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ ne doute point des qualités morales du CNSP à bien servir le Mali. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ s'incline devant la mémoire de tous les morts au cours des échauffourées pendant les jours de manifestation et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ demande au CNSP de tout mettre en œuvre pour libérer sans condition, les prisonniers politiques, arrêtés, jugés et expédiés durant les journées de manifestation. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ demande au CNSP de continuer et diligenter les enquêtes afin que les auteurs des assassinats barbares survenus soient traduits en justice. Le Bureau Exécutif National du FDM-MNJ se dit optimiste et confiant en la capacité des maliens à l'acheminement à bon port du Bateau-Mali.

Fait à Bamako, le 20 Août 2020

**P/I Le 1er Vice-Président
Lamine CAMARA**

truire durablement la Cohésion sociale.

Takalot, le 22 Août 2020

**Pour La Plateforme.
Moussa ag Acharatoumane**

Mission de la CEDEAO au Mali : Les grandes conclusions des 3 jours de rencontre entre CEDEAO et CNSP

Les points discutés et les conclusions :

- 1) La demande de voir Monsieur IBK, sa condition de détention, son état de santé : Cette demande a été acceptée par le CNSP sans difficultés. C'est pourquoi, la CEDEAO a eu accès à Monsieur IBK dès leur arrivée. Monsieur IBK leur a confirmé qu'il a démissionné de son plein gré. Il remercie les militaires qui ont garanti sa sécurité durant tout ce temps.
- 2) Allègement des conditions de détention de Monsieur IBK: Cela a été accepté par le CNSP. Monsieur IBK est libre d'être gardé dans une résidence de son choix. Il est également libre d'aller se soigner là où il veut. La CEDEAO a garanti qu'il sera amené au Mali en cas de besoin.
- 3) L'allègement des conditions de détention des personnalités détenues: Le CNSP a accepté cela également. Ils seront dans des résidences surveillées.
- 4) La mise en place d'une transition : Les deux parties ont donné leur point de vue sur la mise en place d'une transition démocratique au Mali. Mais rien n'a été arrêté pour le moment.
- 5) La levée des sanctions contre le Mali: Le CNSP a demandé à la CE-



DEAO de lever les sanctions contre le peuple malien car sanctions ou pas, le peuple malien souffrait déjà dans son ensemble. Les sanctions ne font qu'aggraver la situation. La délégation de la CEDEAO n'a pas pris de décision définitive par rapport à la levée des sanctions. Mais elle va rapporter les conclusions de ces rencontres au sommet extraordinaire des chefs d'État de la CEDEAO prévu ce mercredi.

An advertisement for SAMA money transfer. The background is split into green and dark blue sections. On the left, the SAMA logo is in a dark blue box. The main text 'Transfert d'argent' is in large green letters. Below it, 'ÉCONOMISEZ JUSQU'À 40% SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT' is written in white and yellow. At the bottom, the website 'www.sama.money' is shown in a green box with a mouse cursor pointing to it. On the right, there is a portrait of a smiling woman wearing a black hijab and a red top.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ÉCONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

L'embargo contre le Mali : Un odieux chantage sur un peuple aspirant à la démocratie



Le droit de résistance à l'oppression est reconnu en droit international et divers peuples d'Europe en font encore usage aujourd'hui avec le soutien de la communauté internationale. Nous voulons et souhaitons qu'il en soit de même pour les peuples d'Afrique noire francophone.

Lettre ouverte à Monsieur MACRON, Président de la République Française

Monsieur Le Président,

Soyons direct, en 2020, les Africains n'accepteront plus la mise au pas des peuples qui veulent se libérer de l'obscurantisme et la cupidité de dirigeants imposés de l'extérieur. Bis repetita placent On prend les mêmes et on recommence avec la situation politique au Mali, l'Histoire ayant parfois cette fâcheuse tendance à bégayer.

Haïti 1825, la France lui impose de payer à prix d'or sa nouvelle indépendance. En 2020, les Maliens, à leur tour, se retrouvent soumis à un chantage alimentaire et financier pour avoir osé remettre en cause un ordre dit constitutionnel leur imposant un dirigeant à partir de

l'étranger.

Avant le 18 août 2020, les Maliens ont utilisé toutes les voies pacifiques pour interpellier la communauté internationale y compris la France au sujet de la corruption endémique et de la fraude électorale dans leur pays. Ils ont exigé la réforme du Conseil constitutionnel, la démission de certains députés, puis du Premier Ministre et même celle du Président déchu Ibrahim Boubacar Keita.

Personne n'a rien vu. Personne n'a rien dit.

Cependant, dès le lendemain du 18 août, la France et la communauté internationale, visiblement prise de court par le coup d'état malien, décident d'opposer un embargo économique et financier, prétextant un « Changement anticonstitutionnel de pouvoir ». L'ironie de la situation veut que non loin de là d'autres satrapes briguent des troisièmes mandats présidentiels après avoir comme toujours tripatouillé leur Constitutions. Cherchez l'erreur...

Nous ne sommes pas dupes : la main invisible de la diplomatie française est aux manettes derrière les positions tranchées de l'Union Africaine, la CEDEAO, l'ONU et même l'Union Européenne sur la situation politique au Mali. Il est bon de rappeler que la prescription du «

Changement anticonstitutionnel de gouvernement» n'a pas été conçue contre les peuples, véritables détenteurs de la souveraineté, mais pour précisément les protéger contre des dictateurs qui, sitôt arrivés, même démocratiquement, au pouvoir, détruisent les mécanismes démocratiques d'accès au pouvoir.

Contrairement à la position adoptée par l'Union européenne suite au « hold-up » électoral en Biélorussie, nous constatons amèrement que les peuples d'Afrique noire francophone sont toujours abandonnés à leur triste sort par cette même communauté internationale quand leurs gouvernants se transforment en bourreaux. Ils le sont notamment lorsqu'ils dénoncent, comme au Mali, la mal gouvernance chronique, les manipulations constitutionnelles contre la volonté de la majorité des populations; l'édiction de codes électoraux taillés sur mesure pour perpétuer les régimes en place; la mise en place d'organes électoraux et de juridictions constitutionnelles à la solde des dirigeants et des partis politiques au pouvoir.

Ainsi dernièrement, on a même pu voir récemment les mêmes dirigeants qui veulent aujourd'hui punir le Peuple du Mali, rejeter les décisions de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et de la Cour de Justice de la CEDEAO, sans susciter la moindre réaction, encore moins des sanctions internationales.

C'est précisément de ce deux poids deux mesures que nous dénonçons et refusons!

Cette position internationale n'est autre qu'un odieux chantage exercé par des forces et réseaux antidémocratiques tapis au sein des instances internationales (régionales, africaines, européennes, onusiennes), pour lesquels l'amélioration de l'indice de développement humain du Malien et surtout la démocratisation réelle des pays d'Afrique noire francophone n'ont jamais été une priorité.

Le droit de résistance à l'oppression est reconnu en droit international et divers peuples d'Europe en font encore usage aujourd'hui avec le soutien de la communauté internationale. Nous voulons et souhaitons qu'il en soit de même pour les peuples d'Afrique noire francophone.

Nous devons tous soutenir les Maliens !

La convergence des organisations de la diaspora africaine – AFRICA TELEMA

Fermeture des frontières terrestres et aériennes de la CEDEAO : Le corridor Dakar-Bamako, le serpent de mer

Suite au renversement du Président Ibrahim Boubacar Keïta par des éléments des Forces armées maliennes (Fama), mardi dernier, la Cedeao, comme à l'accoutumée, a pris une batterie de mesures à l'encontre du Mali. Parmi celles-ci, la fermeture des frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières. Cette décision de l'institution communautaire vient s'ajouter à une situation économique déjà morose et complexe due à la crise sanitaire qui a frappé de plein fouet les économies de la sous-région.



Le Corridor Dakar-Bamako va-t-il pâtir de la décision de la Cedeao de fermer les frontières terrestres et aériennes et de l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les autres pays membres et le Mali ? S'il est très tôt de répondre par l'affirmative, on peut cependant nourrir quelques craintes. En effet, la crise politico-sociale malienne survient dans un contexte où les réflexions convergent vers l'élaboration de stratégies de relance des économies et la levée progressive des mesures restrictives, comme la reprise des vols commerciaux et autres types de transport. La fermeture des frontières est, sans doute, un sacré coup aux économies de la Cedeao, particulièrement celle du Sénégal. Ces deux pays

ont réussi à bâtir l'un des corridors (Dakar-Bamako) les plus achevés de l'espace communautaire, un symbole de l'intégration. Au regard de sa position géographique et de la place stratégique du Mali sur la carte des échanges commerciaux du Sénégal, une politique d'isolement constituerait un coup dur pour ces deux économies. Les deux pays n'ont pas fini de panser totalement les maux créés par la pandémie de la Covid-19 et la Cedeao en rajoute une autre couche.

Le Mali est un partenaire commercial privilégié du Sénégal eu égard au volume de marchandises qui y sont exportées, à la diversité des accords économiques signés entre les deux États depuis plusieurs décennies... Le dynamisme du secteur des transports terrestre et

aérien entre les deux pays suffit pour se rendre compte de l'intensité de leurs relations commerciales et économiques. Quid de l'avenir de ces opérateurs, propriétaires de véhicules fret gros porteurs communément appelés « camions ou bus maliens », qui font désormais partie du décor du parc automobile sénégalais ? Qu'il s'agisse de Turkish Airlines ou d'Ethiopian Airlines, le Mali reste un passage obligé pour la plupart de ces compagnies en provenance du Sénégal. Le transport ferroviaire n'est pas en reste avec l'axe Dakar-Bamako. Et s'il existe un secteur qui va certainement ressentir les contrecoups de la fermeture des frontières, c'est, bien sûr, le Port autonome de Dakar qui reste un partenaire de premier choix parce qu'étant le lieu de transit de la quasi-totalité des marchandises maliennes. Bref, c'est toute la chaîne d'approvisionnement, de commerce et d'industrie du corridor Dakar-Bamako qui risque de subir les contrecoups de cette décision de la Cedeao relative à la fermeture des frontières.

La position du Mali dans l'expédition des marchandises sénégalaises est stratégique et une perturbation de cet axe constituerait une réelle menace pour les deux économies. Si l'on prend exemple sur les exportations du Sénégal, elles sont estimées à 38,6 milliards de FCfa au mois de juin 2020 contre 30,9 milliards au mois de mai, soit une hausse de 7,7 milliards, selon la dernière note de conjoncture de la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee). Elles ont ainsi représenté 24,7 % de la valeur totale des exportations de marchandises du Sénégal durant le mois de juin 2020. Et, tenez-vous bien, la part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal, est passée de 48,0 % à 45,7 % sur la même période. S'agissant des produits expédiés, le ciment reste le principal produit exporté vers le Mali avec une part évaluée à 28,6 % en juin 2020 contre 29,1 % le mois précédent. Plonger le Mali dans une autarcie forcée et le suspendre de tous les organes de décision garantit-il un retour rapide à la normale ? Mystère et boule de gomme. Quoi qu'il en soit, il est impératif de trouver des solutions rapides et durables pour sauver nos deux économies durement touchées par la Covid-19 et épargner le peuple malien d'une asphyxie.

■ Mahamadou YATTARA

CRISE SCOLAIRE : Le CNSP s'implique !

Une délégation du conseil national pour le salut du peuple (CNSP) a rencontré, lundi 24 août 2020, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 sans que la fumée blanche ne sorte. Conséquence, l'année scolaire 2019-2020 est sérieusement menacée, en dépit de tous les efforts consentis.

Dans le cadre des consultations en cours pour décrire la crise socio-politique dans notre pays, les militaires ont pris langue avec les responsables de la synergie des enseignants. Les parties ont longuement échangé sur les voies et moyens de sortie de crise. Malheureusement aucun accord n'a été conclu entre les deux parties, pour permettre une reprise effective des cours dans les établissements publics. Selon les indiscretions, la délégation des militaires dit avoir pris bonne note et qu'ils feront un compte rendu fidèle aux responsables du conseil national pour le salut du peuple. L'aiguille de la montre continue de tourner et il est temps de la stopper avant que la situation ne dégénère. L'attente des masses populaires est énorme et l'éducation occupe une place de choix.

Les cours sont interrompus depuis quelques semaines. Cette interruption intervient à quelques jours seulement du début des examens de fin d'année. La crise scolaire cristallise tous les débats. Cette situation d'impasse risquerait de compliquer la résolution de la

crise.

L'école malienne est confrontée à des grèves cycliques des enseignants depuis mi-décembre 2019. Ils réclament l'application immédiate de l'article 39 de leur statut. Face à l'enlèvement de la situation, plusieurs parents d'élèves sont sortis de leur léthargie pour manifester leur déception. Toute chose qui aura permis de grossir le rang du mouvement du 5 juin- rassemblement des forces patriotiques. Ayant senti l'étau se resserrer autour de son cou, IBK, dans la précipitation, a pris l'engagement, le 17 juin dernier, de sonner la fin de la récréation. Il a demandé une application stricte, complète et immédiate de l'article 39. L'annonce de cette nouvelle a permis aux enseignants de suspendre leur mot d'ordre de grève et de reprendre le chemin de l'école. Il aura fallu attendre la tentative de modification sur le décret d'application par certains responsables du ministère de l'éducation, totalement en décalage avec le procès-verbal de conciliation signé le 18 juin 2020, pour que les enseignants réengagent la lutte.

Selon nos investigations, le régime déchu était dans la volonté de tripatouiller le décret d'application de l'article 39 du statut des enseignants. Les enseignants n'ont pas du tout apprécié ce comportement d'une poignée de personnes qui ne souhaitent pas voir l'application stricte de cette loi. Pour rappel, le gouvernement du Mali a accordé, en 2018, une augmentation de 20% de salaire aux fonctionnaires régis par le statut général. Les enseignants ayant leur statut particulier ont été tout simplement mis à la touche. Tandis que l'article 39 de la loi N° 2018-007 du 16 janvier 2018, portant statut du personnel enseignant, stipule que toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du statut général des fonctionnaires s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'enseignement fondamental, secondaire, de l'éducation préscolaire et spéciale est clair. En plus de cet état de fait, cette loi a été votée à l'Assemblée nationale et promulguée par le Président déchu, Ibrahim Boubacar Keita, en Janvier 2018.

La lenteur de la mise en œuvre du procès-verbal de conciliation a poussé les syndicats d'éducation à passer à la vitesse supérieure. Toutes les écoles publiques et structures éducatives sont fermées par suite du mot d'ordre décrété par la synergie des enseignants.

Les parents d'élèves sont anxieux tandis que les élèves des établissements publics méditent sur leur sort.

■ Ibrahim Sanogo





Meeting du M5-RFP : Hommage de la jeunesse malienne à l'Imam Mahamoud Dicko

« Instituer le Prix l'Imam Mahmoud Dicko, pour le Patriotisme, la Paix, l'Amour, la Tolérance, la Justice et le développement, pour magnifier les œuvres humanitaires et sociales de l'Imam », tel est le désir de l'UJPMUS

La Jeunesse malienne, unie au sein de l'Union des Jeunes pour un Mali Uni et Solidaire (U.J.P.M.U.S) veut en guise de reconnaissance, rendre un vibrant hommage populaire à leur père, en la personne du très respecté, l'éclairé, l'Imam Mahmoud Dicko. En effet, l'association de jeunes avec à sa tête le jeune dynamique, Amidou Farota, est actuellement en train de se réunir afin d'organiser un grand rassemblement au Centre International de Conférence de Bamako (C.I.C.B). Rencontré, samedi dernier au siège de ladite association à Boulkassoumbougou, monsieur Farota a tenu à nous édifier sur la noble initiative d'honorer l'Imam Mahmoud Dicko. En effet, au regard de tout ce que mène l'Imam, dans le but de sauvegarder les acquis de paix, d'union, d'amour, de pardon, de justice, de tolérance, de pardon et de développement de notre pays, la jeunesse, qui constitue la colonne vertébrale et l'avenir du Mali, ne saurait ne pas le lui reconnaître.

Avant sa récente montée au créneau pour combattre au côté du mouvement du 5 Juin-RFP, le régime précédent, l'Imam Dicko, aux dires d'Amidou Farota, s'est pendant longtemps illustré aux yeux du monde pour défendre les intérêts supérieurs de la nation. Selon Farota, les propos et messages de paix, d'amour, de pardon et de tolérance que l'Imam a tenu tout au long de son soutien moral au Mouvement du 5 Juin –RFP, sont des preuves de grandeur de l'homme.

« Le combat que mène notre père le très respecté, l'éclairé l'Imam Mahmoud Dicko est le nôtre, nous la jeunesse. Oui, il pouvait s'asseoir dans son salon ou rester dans sa mosquée de Badalabougou et regarder faire. Mais, en homme de paix, épris d'amour, de justice et de paix, malgré ses nombreuses responsabilités çà et là, l'homme dans un esprit patriotique est toujours son bâton de pèlerin en main au côté du peuple. L'Iman est notre Gandhi,

notre Mandela, notre Martin Luther King ! C'est pourquoi, nous allons en la faveur d'une grande cérémonie, dans les jours à venir, lui remettre Un Prix qui portera son nom, dont : « Le Prix l'Imam Mahmoud Dicko, pour le Patriotisme, la Paix, l'Amour, la Tolérance, la Justice et le Développement », nous a signifié le président de l'association, Union des Jeunes Pour un Mali Uni et Solidaire (U.J.P.M.U.S), comme étant des raisons de leur motivation.

À la question de savoir concrètement comment, et avec qui, va se dérouler cette grande cérémonie hommage à l'Imam, notre interlocuteur dira que, dans la première phase, il sera question d'informer toute la jeunesse de l'initiative ; secundo, mettre en place un comité d'organisation, comprenant quelques jeunes de chaque quartier du District de Bamako ; tertio, chercher des fonds auprès de certaines personnes de bonne foi, des parrains et autres partenaires, pour l'organisation de la cérémonie ; quarto, inviter de jeunes artistes musiciens maliens pour animer la cérémonie.

Pour que la cérémonie prenne tout son sens, le président Farota compte avec son équipe soumettre officiellement la proposition, et le document de projet à toutes les personnalités politiques, administratives, religieuses et coutumières, sans oublier les corps diplomatiques accrédités chez nous afin d'obtenir l'adhésion, le soutien et la bénédiction.

« En initiant cette cérémonie d'hommage en guise de reconnaissance aux œuvres utiles et constructives de notre père, le

très respecté, l'éclairé l'Imam, etc., avec l'institutionnalisation d'un prix qui portera à jamais son nom, notre objectif est non seulement, promouvoir et pérenniser son exemple, mais, aussi et surtout inviter la jeunesse à se réveiller, s'unir dans une union sacrée, debout comme un seul homme, pour bâtir ce beau pays. Nous ne devons plus rester en marge des prises de décisions et de développement ! Nous souhaitons que l'exemple de l'Imam soit capitalisé par tous ceux qui ont des responsabilités dans ce pays qui n'a que trop souffert des querelles de personnes pour des desseins inavoués ! », a expliqué monsieur Farota qui, pour terminer, a tenu à rendre un hommage à Monsieur Tchouma Adama Konaté, celui qu'il appelle affectueusement, sonami, son grand frère et son complice de tous les jours.

« Je voudrais profiter de vos colonnes, pour interpeler toutes les forces vives de la nation à se joindre aux nouveaux hommes forts avec à leur tête, le colonel Assimi Goïta, pour conduire notre pays vers un vrai Malikura. C'est aussi le lieu pour moi de saluer mon grand frère, ami et complice, en l'occurrence, Tchouma Adama Konaté, le Tché. Oui, c'est grâce à lui que nous avons, depuis cinq années déjà, mis en place cette association qui a posé des actions sociales et humanitaires. C'est aussi lui qui est à l'initiative de cette idée qui consistera à rendre un vibrant hommage à notre père, l'Imam Mahmoud Dicko. Puisse Dieu donner une santé de fer, la longévité et plus de grandeur à l'Imam ! Qu'Allah bénisse et préserve notre beau pays et que la jeunesse prenne enfin sa place, dans la vie de cette nation malienne. Je vous remercie ! », a en substance dit monsieur Amidou Farota pour terminer notre entretien.

■ Bathily Sadio

Renversement du régime IBK : La CEDEAO dans la tourmente !



La médiation de la CEDEAO, conduite l'ancien président Nigérian Goodluck Jonathan, débarquée au Mali le samedi dernier à la suite du parachèvement de l'insurrection populaire qui secouait le pays depuis des mois par des militaires, a pu rendre visite à l'ancien Président IBK, détenu au Camp Soundjata de Kati en compagnie de son ancien Premier ministre Boubou Cissé. Si Goodluck Jonathan s'est contenté de dire que « IBK se porte bien », les propos tenus par ce dernier ont cependant été très vite mis au grand jour. « Je ne retournerai pas aux affaires, même pas pour une seconde », a fait savoir IBK à Goodluck Jonathan. Tout un désaveu donc pour les chefs d'Etat de la CEDEAO !

Pour rappel, ces derniers, réunis en sommet par visioconférence, avaient un certain nombre de mesure contre le Mali suite au coup de force du mardi dernier, bien que le Président IBK ait en toute responsabilité et sans pression, décidé de démissionner de son poste de président avec pour effets immédiats la dissolution de l'Assemblée Nationale et du gouvernement. Malgré ce geste de l'ancien président IBK, qui visait à faciliter la mise place d'une transition rapide pour faire face qui assaillent le Mali, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont décidé de prendre des mesures

très robustes contre le peuple malien.

Il s'agit, entre autres, de la libération immédiate de IBK et de tous les officiels maliens arrêtés ; la suspension du Mali de tous les organes de décision de la CEDEAO avec effet immédiat, conformément au Protocole additionnel sur la Démocratie et la bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel ; la réinstallation de IBK dans ses fonctions de président de la République ; la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les pays membres de la CEDEAO et le Mali. Aussi, pour ce faire, et comme pour menacer les Maliens, la CEDEAO appelait à la montée en puissance immédiate de la Force en Attente de l'organisation !

Quand IBK casse l'ardeur des va-t-en-guerre de la CEDEAO

Comme nous l'avons déjà souligné, la rencontre avec le médiateur Goodluck Jonathan aura permis à IBK de dire ses quatre vérités à ses anciens collègues de la CEDEAO ! « Je suis sensible à l'attention que mes pairs n'ont cessé de porter à mon pays depuis quelques

temps. Sans rentrer dans les détails du coup de force militaire, j'ai toujours dit qu'on est président, on n'est jamais un bon président, car la voix des peuples portent plus loin que nos capacités d'actions. Il ne reste à un chef d'Etat que l'honneur et la dignité, ma décision est donc prise en toute conscience et liberté : je renonce à mes fonctions. Que nul ne fasse violence sur le peuple malien afin de satisfaire des ambitions autres que les actes clairement posés par mes soins. Je ne retournerai pas aux affaires, même pas pour une seconde. Toutefois, je vous suis reconnaissant, je vous remercie ».

Des chefs d'Etat pas d'accord avec d'autres pour ce qui concerne les sanctions contre le Mali

Il faut dire qu'avant ce désaveu d'IBK, les désaccords ont été bien perceptibles entre les chefs d'Etat de la CEDEAO à propos des sanctions à prendre contre le Mali. Le Président Macky Sall du Sénégal fut le premier à faire des réserves pour ce qui est de l'embargo contre des produits de première nécessité

comme les denrées alimentaires et l'énergie. Il est suivi en cela par le Président du Burkina-Faso, qui trouve lui aussi, à l'image du président français Emmanuel Macron, qu'il était impossible, voire ridicule que de demander la réinstallation de IBK dans ses fonctions de président de la République, toute chose qui, à ses yeux, violerait la souveraineté du peuple malien !

Mais la réaction la plus célèbre fut celle du Président de la Guinée-Bissau. Pour ce dernier, s'il faut sanctionner le Mali pour fait de coup d'Etat et même d'appeler la montée en puissance de la Force en Attente de la CEDEAO pour intervenir militairement au Mali, il faudra aussi envisager les mêmes sanctions pour les auteurs de tripatouillages pour un 3ème mandat ! De quoi faire rougir les yeux de Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Alpha Condé de la Guinée, les deux chefs d'Etat les plus virulents contre la nouvelle situation au Mali ! Les discussions entre la junte et les médiateurs de la CEDEAO déboucheront-elles sur quelque chose de bien meilleur, et pour le Mali, et pour la CEDEAO afin que s'arrête le bras de fer en perspective entre les deux parties ? Une seule certitude : c'est que le coup

de force intervenu au Mali contre IBK, en plus de constituer une menace contre certains présidents de la CEDEAO, remet aussi en cause les textes et les mécanismes de l'organisation. En effet, il est certain que les chefs d'Etat de la CEDEAO sont en train, à dessein ou par méconnaissance, c'est selon, de faire une mauvaise interprétation des textes de l'organisation. En effet, les textes qui régissent l'organisation, tout comme les mécanismes de sanction prévus en son sein, visent plutôt la sécurité et le bien-être des peuples de la CEDEAO et non à protéger un régime ou un homme !

Cela est d'autant plus vrai que ce qui s'est passé au Mali est très différent de ce qui s'est passé en Gambie sous Yaya Jammeh, comme certains tentent de faire croire le contraire en mettant les deux cas dans la même balance, histoire d'encourager le déploiement de la Force en Attente de la CEDEAO. En Gambie, le dictateur Yaya Djammeh refusait de céder le pouvoir à un président élu, alors qu'au Mali, le peuple a plutôt décidé de déposer son président, quoi que démocratiquement élu, mais qui a failli à tout point de vue !

■ Yama DIALLO



Sur la durée de la transition : Le CNSP précise que rien n'a été décidé pour le moment

Le colonel-major Ismaël Wagué, le porte-parole du Comité national pour le salut du peuple, a infirmé l'information faisant croire que les militaires seraient dans la logique de conduire la transition pour une durée de 3 ans,

La mutinerie du 18 août 2020 a conduit Ibrahim Boubacar Keita à rendre sa démission, à dissoudre l'Assemblée nationale et le gouvernement. Face à cette situation de vacance de pouvoir, plusieurs tentatives sont en cours dans notre pays pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Des Maliens ont été surpris d'apprendre sur certains médias que les militaires ont décidé de conduire la transition pour une durée de 3 ans. « **Nous avons été surpris le dimanche dernier d'entendre sur certains médias des déclarations qui parleraient des discussions par rapport à la transition et au gouvernement de transition. Je tiens à préciser qu'à ce stade des discussions avec l'équipe de médiation de la Cédéao rien n'est décidé** », a précisé le porte-parole du CNSP.

Selon colonel Wagué, malgré les efforts consentis par le Comité national pour le salut du peuple, la Cédéao maintient ses sanctions contre notre pays. « **Nous venons de terminer avec les 3 jours de négociation avec la délégation de la mission de la Cédéao. Les points discutés sont les suivants : à leur arrivée avant toute discussion la délégation a demandé à voir M. Ibrahim Boubacar Keita pour savoir dans quelles conditions il est sécurisé et son état de santé. Nous avons accédé à leur requête. Ils se sont entretenus entre eux, M. Ibrahim Boubacar Keita dit clairement qu'il a démissionné sans contrainte et qu'il a compris que c'est en gros l'aspiration du peuple malien. Il dit qu'il est soulagé d'avoir fait ça et il a remercié les militaires qui sont venus le sécuriser** ». A en

croire le porte-parole du CNSP, l'autre point de discussion a porté sur le l'allègement des conditions de détention du président IBK « la CÉDEAO a demandé pour qu'il soit autorisé à aller se soigner parce qu'il doit faire des contrôles médicaux. **« Ce point de discussion a été accepté. Il peut être sécurisé dans un endroit de son choix et il pourra aller se faire soigner quand il veut** », a dit colonel Wagué qui a ajouté que la Cédéao a garanti son retour en cas de besoin.

Les conditions de sécurisation des autres personnalités arrêtées ont été discutées. « **En ce qui concerne la transition, on a eu des échanges par rapport l'équipe de transition, au président de transition, au gouvernement. Chacun a donné son idée de la transition mais rien n'est arrêté à notre niveau** », a-t-il précisé.

Selon lui, l'architecture finale de la transition sera discutée entre maliens. Nous avons exigé au regard des efforts consentis la levée des sanctions parce que nous ne voulons pas que le peuple souffre.

La Cédéao a promis qu'après le sommet des chefs d'Etat prévu mercredi prochain, un compte rendu sera fait sur la demande formulée par la junte.

■ Ibrahim Sanogo



Discussions Junte-CEDEAO : Le Mali doit attendre ce mercredi pour être fixé sur son sort

Après 72 heures de discussions, la CEDEAO et les militaires du CNSP se sont séparés avec une note d'espoir, le sort du Mali étant désormais suspendu au sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO prévu pour se tenir ce mercredi. Des progrès, il en eut cependant, comme le compromis trouvé autour de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita devant être autorisé à rentrer chez lui, avec en sus la possibilité pour lui de pouvoir se déplacer hors du pays pour raison sanitaire. Son ancien PM Boubou Cissé devra lui aussi être mis en résidence surveillée en un lieu de son choix.

Au pouvoir au Mali depuis le renversement du président Ibrahim Boubacar Keita, le 18 août, la junte militaire malienne, qui a échangé avec une délégation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) conduite par Goodluck Jonathan, a une nouvelle fois réitéré sa promesse de mettre en place un organe de transition dirigé par un militaire ou un civil. Mais contrairement aux rumeurs qui avaient circulé sur certains médias, rien, pour ce qui concerne la composition, la taille, les organes et la durée de la transition, n'a encore été discuté, selon les responsables du CNSP.

En effet, tôt le matin dans la journée du lundi, RFI affirmait avoir tiré d'une source au sein de la délégation de la CEDEAO que « La junte a affirmé qu'elle souhaite faire une transition de trois ans pour revoir les fondements de l'Etat malien. Cette transition sera dirigée par un organe présidé par un militaire, qui sera en même temps chef de l'Etat ». Une information qui, selon RFI, aurait été confirmée par un responsable du CNSP, avec comme contrepartie que le Président Ibrahim Boubacar Keita puisse regagner son domicile, et voyager, s'il souhaite, pour des soins hors du Mali.

Information démentie par le porte-parole de la junte, le Colonel-major Ismaël Wagué, en tout cas pour ce qui concerne la durée de la transition. Pour le reste, le Colonel Wagué fera savoir que rien n'est encore décidé, les discussions ayant pris fin avec la promesse du médiateur en chef de la CEDEAO d'aller rendre



compte à qui de droit, à savoir les chefs d'Etat de l'organisation qui devraient se réunir en sommet sur la situation au Mali ce mercredi pour voir quelle décision prendre finalement pour ce qui concerne les sanctions contre le Mali.

Pour rappel, les chefs d'Etat de la CEDEAO, réunis en sommet par visioconférence, avaient pris un certain nombre de mesures contre le Mali suite au coup de force du mardi dernier, bien que le Président IBK ait en toute responsabilité et sans pression décidé de démissionner de son poste de président avec pour effets immédiats la dissolution de l'Assemblée Nationale et du gouvernement. Malgré ce geste de l'ancien président IBK, qui visait à faciliter la mise en place d'une transition rapide pour faire face aux problèmes qui assaillent le Mali, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont décidé de prendre des mesures très robustes contre le peuple malien.

Il s'agit, entre autres, de la libération immédiate de IBK et de tous les officiels maliens arrêtés ; la suspension du Mali de tous les organes de décision de la CEDEAO avec effet immédiat, conformément au Protocole additionnel sur la Démocratie et la bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel ; la réinstallation de IBK dans ses fonctions de président de la République ; la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les pays membres de la CEDEAO et le Mali. Aussi, pour ce faire, et comme pour menacer les Maliens, la CEDEAO appelait à la montée en puissance immédiate de la Force en Attente de l'organisation !

C'est dire que le sort du Mali est suspendu aux conclusions du sommet de ce mercredi. Mais attendant, le porte-parole du CNSP affiche un certain optimisme, surtout que des propos tenus par IBK face à la médiation de la CEDEAO plaident en faveur du Mali. Ce dernier a en effet fait savoir à Goodluck Jonathan qu'il n'a subi aucune pression pour démissionner et qu'il ne souhaite plus revenir aux affaires. Ces déclarations de l'ancien président IBK et les concessions faites par la junte suffiront-elles pour faire les chefs d'Etat de la CEDEAO ? Wait and see !

■ Yama DIALLO

Grande mobilisation du M5-RFP : Le CNSP salué et magnifié

Des milliers de personnes se sont réunis à la Place de l'Indépendance pour rendre un vibrant hommage aux militaires du Comité National du Salut du Peuple (CNSP). Sur appel du M5-RFP, un grand rassemblement a été tenu à la Place de l'Indépendance, en soutien au parachèvement de la lutte du peuple malien. C'était vendredi 21 août 2020.

C'est après plus de deux mois de lutte politique à travers meetings et réunions stratégiques que le M5-RFP vient de signer la carte de la victoire grâce au parachèvement de leur lutte par le Comité National du Salut du Peuple (CNSP).

Au cours de la manifestation, dans leur déclaration solennelle, le mouvement s'est félicité de la démission du président IBK et de son régime, parachevé par le Comité National du Salut du Peuple (CNSP). Successivement, les leaders du M5 ont fustigé l'attitude de la CE-DEAO qui a adopté des sanctions sévères contre le pays. Très attendue sur les lieux, une délégation du comité militaire conduite par le Colonel-major Ismaël Wagué, porte-parole et le Colonel Malick Diaw ont rallié le rassemblement.

« Nous sommes contents d'être avec vous cet après-midi. Nous remercions le peuple malien. Notre travail a été de parachever votre combat », a exprimé le Porte-parole du CNSP, Colonel-major Ismaël Wagué.

À son tour l'imam Dicko dit regretter les actes de vandalisme et de saccages. « Le Mali n'est pas un pays de vengeance, il est un pays d'entente. Nous devons nous rassembler aujourd'hui afin de chasser le démon de la division et de la haine. Il est temps », a-t-il déclaré.

Aussi, l'imam Mahmoud Dicko a demandé à ses amis et sympathisants de pardonner à IBK. Avant d'inviter le CNSP à respecter son serment.

« Je suis imam et je reste imam. C'est pour cela, je dois dire certaines choses ici. Ce que je vous demande, je l'ai dit et je le répète. Il y a eu des choses qui se sont passées que je n'ai pas aimées. Les saccages des maisons et des biens publics/privés ne sont pas une bonne chose. Ce n'est pas une question de vengeance. Il ne faut pas qu'on paye le mal par le mal. Ce que je souhaite il faut qu'on ar-

rête la vengeance. Nous devrions nous donner la main pour faire face aux défis actuels. Nous devrions faire attention parce que le Mali c'est une seule famille. Nous devrions combattre l'injustice, l'insécurité, la guerre contre le Mali. Je demande à tous les Peuls de laisser les armes, je demande à tous les Dogons de laisser les armes pour construire. Je demande à la CMA et à la Plateforme que l'accord d'Alger est notre accord et nous devrions nous retrouver pour l'application correcte de l'accord entre Maliens », a déclaré Imam Mahmoud DICKO. Quant aux dénonciations proférées contre la France sur la Place publique, l'imam a été catégorique. Car selon lui, à partir d'aujourd'hui, il ne veut plus voir, ce qu'il a vu et lu sur les

pancartes contre certains pays étrangers : « Je ne veux plus que vous mettiez ce que j'ai vu sur vos pancartes. Je suis contre cette pratique. Donc je demande à mes enfants d'arrêter ces pratiques qui ne nous grandissent pas. Laissez-les dans leurs occupations », a-t-il recommandé ce soir à la place de l'indépendance.

Imam Mahmoud Dicko a remercié les forces de l'ordre d'avoir été au côté du peuple lors de ce combat historique. « Mais je leur dis aussi que le peuple les observe dans ce combat ô combien important pour le Mali ! Merci pour le parachèvement de notre combat commun », a-t-il ajouté.

Pour terminer, il a lancé un appel à l'endroit de plusieurs responsables politico-religieux issus de la société civile de songer à cultiver la paix et la cohésion sociale. Un appel pour lequel l'autorité morale du mouvement M5-RFP citera quelques responsables à savoir le Cherif Ousmane Madani Haïdara, Président du Haut Conseil Islamique du Mali, le Cherif de Nioro Cheichné Ould dit Bouyé Haïdara, le Cardinal Jean Zerbo, etc.

■ Aïssétou Cissé



CNSP/CEDEAO : la mission sous régionale va-t-elle imposer la solution CNRDRE au CNSP ?

De manière implicite, cette lancinante question semble se dégager des longues discussions de la journée du 24 août 2020 entre la CEDEAO et le CNSP.

La grosse pomme de discorde se situe au niveau du format de la transition.

Même si chacune des deux parties a manifestement abusé de la langue de bois sur la question, de profondes divergences séparent CNSP et CEDEAO.

Le CNSP et le schéma de président de transition

Le CNSP par réalisme sans aucun doute, reste à juste titre cramponné sur un schéma classique de transition impliquant de manière collégiale les civils et les militaires dans des proportions variables. Un schéma classique de transition dirigée par un Président consensuel de transition militaire ou civil. La position du CNSP largement partagée au Mali est bien celle d'un Président de transition civil ou militaire.

La CEDEAO en quête de président interimaire?

La CEDEAO quant à elle, toujours aussi sourde et congénitalement cramponnée à des bricolages juridiques indécentes, paraît très clairement suggérer au contraire un schéma de Présidence intérimaire à base constitutionnelle. Ce schéma de "Présidence intérimaire" qu'il ne faudrait pas confondre avec celui de la "Présidence de transition" se nourrit de l'illusion que la Constitution du Mali n'est pas suspendue comme le répètent du reste à tort le CNSP.

C'est bien dans ce registre qu'il faut comprendre d'ailleurs la visite matinale du 24 août 2020 de la mission de la CEDEAO à cette dis-



qualifiée Cour constitutionnelle n'ayant plus aucune existence juridique.

La visite matinale de la CEDEAO à cette Cour fantôme ne participe que d'une pure logique de bricolage juridique.

Dans le fond et au mépris de l'impossibilité de toute Présidence intérimaire du fait de la double dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement, la CEDEAO semble bien avoir l'intention d'imposer au Mali un Président intérimaire en lieu et place d'un Président de transition. La disqualifiée Cour constitutionnelle de IBK et compagnie pourrait très probablement être instrumentalisée au service de cette sale besogne.

vers un bricolage institutionnel monstre?

Ainsi donc la CEDEAO semble donner la preuve par l'absurde de n'avoir rien oublié de ses bricolages juridiques de 2012 où le Mali était matériellement régi par deux Constitutions : la Constitution de 92 et l'Accord-Cadre. En revanche, elle n'arrive toujours pas à comprendre que ce qui arrivé ici ce 18 août 2020 n'a absolument rien à voir avec les événements

de 2012.

ATT en démissionnant n'avait sacrifié ni l'Assemblée nationale ni le gouvernement. Tel n'est pas le cas de IBK dont la démission fait l'effet d'une rupture constitutionnelle formelle par son double acte préalable de dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement qui neutralise complètement toute possibilité de Présidence intérimaire.

Du coup, l'obsession de rétablissement constitutionnel immédiat qui fait perdre tout discernement à la CEDEAO, risque de la conduire vers des montagnes institutionnelles encore plus grotesques et plus débiles qu'en 2012. Le constat est qu'au Mali aujourd'hui, l'espace politique se réduit à un gros tas de débris institutionnels consécutifs à la rupture constitutionnelle du fait de la démission de IBK précédée de la double dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement. Qui donc, la CEDEAO va-t-elle ramasser dans ce tas de débris pour en faire le Président par intérim?

Dr Brahim FOMBA
Enseignant-Chercheur
Faculté de Droit/USFPB

**WESTERN
UNION**

WU SM

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Les “korobôrboutiqui” : Au secours des chefs de famille en cette période de crise

En cette période de crise financière dans le pays, les “korobôrboutiqui” viennent en aide à de nombreuses familles. Que ça soit le petit déjeuner ou le déjeuner, des familles font recours à ses bistrot du coin qui leur accordent des crédits.

A chaque coin de rue se trouve une boutique nommée “korobôrboutiqui” dans laquelle le voisinage s’approvisionne. En cette situation de crise, des chefs de famille prennent à crédits des aliments afin de subvenir aux besoins essentiels de leurs familles.

Avec un faible revenu, licenciés ou en chômage technique, ces chefs de famille que nous avons abordés, nous livre leur témoignage sur leur survit au quotidien.

M. Mamari Diarra, Maître-Maçon, a vu son revenu mensuel passer de 200.000 FCFA à

75.000 FCFA. Selon M. Diarra, ce faible revenu s’explique par le fait que la situation sanitaire du pays leur a fait perdre des marchés. Pour pallier ce faible revenu, il a recours au boutiquier du quartier qui lui donne du lait, du pain, du riz, du mil, etc. à crédit. Pour lui “sans le boutiquier du quartier, il ne pense pas s’en sortir. Toutefois il compte payer ses dettes dès que la situation se régularise.

Si M. Diarra est confronté à un problème de faible revenu mensuel, M. Maréga quant à lui, a été licencié de son travail à cause de la situation sanitaire suivie des mesures prises par l’Etat. Travaillant dans l’hôtellerie, les chiffres d’affaire de l’entreprise avaient commencé à faire des faibles revenus ce qui explique selon lui son licenciement ainsi que certains de ses collègues. Reconverti en conducteur de tricy-

cle, Maréga avoue qu’il arrive à s’en sortir grâce au boutiquier du quartier. “J’ai un ami boutiquier qui me donne des choses à crédit. Grâce à mon ami, je subviens aux besoins de ma famille.” Dixit Maréga.

Après ces témoignages, nous avons recueilli les propos d’un boutiquier du quartier de Kalanbancoro qui affirme que des clients viennent prendre ses marchandises à crédit. Je cite “ Depuis que la crise sanitaire a commencé, beaucoup de mes clients sont confrontés à des problèmes financiers. Ils viennent prendre les marchandises à crédit et pour dire vrai je ne peux pas leur accorder cela. Tout le monde connaît la situation actuelle du pays hormis la crise sanitaire. On ne souhaite qu’une amélioration de la situation”, déclare Mahamadou MAIGA.

Il est évident que les “Kôrbôrboutiqui” jouent également leur partition en cette période de crise. Ils ne sont pas à négliger dans le maintien de la stabilité familiale dans certains quartiers.

■ **AFANOU KADIA DOUMBIA**, stagiaire



Les mouvements de soutien : Ces machins politiques budgétivores qui tuent la démocratie en Guinée

Les Mouvements de Soutien sont des groupements de sympathisants des hommes politiques qui se retrouvent pour entretenir la flamme de la victoire. Dans les années "90", on entendait parler de Cosalac, Mosalac, Molacpa, Morelac, etc. Les membres étaient essentiellement des militants, sympathisants et courtisans de feu général Lansana Conté et autres oisifs qui voulaient continuer à manger à la soupe.

Différence entre un mouvement de soutien et un parti politique ?

Le club de soutien est un mouvement à connotation politique informel de sympathisants et d'adeptes de l'idéologie d'une personne. Parfois, il fonctionne comme un parti politique avec une structure à but lucratif. Depuis le régime de Conté en passant par celui de la junte militaire, on assiste à une prolifération de ces mouvements plus politisés qui avaient disparu avec le décès de Conté et la perte du pouvoir d'Etat par les militaires en 2009-2010. Ces mouvements ont attendu l'arrivée d'Alpha Condé au pouvoir pour prospérer.

CRAC, Wonyètèfé, Un Coup KO, ALPHA Sénségny, Morac, M'Dimboré, Canor, Djonken Alpha, Codec...

Ce sont là entre autres des mouvements de soutien qui pullulent autour du Pr Alpha Condé. De véritables sources volières de mange-mil ! Mais ces clubs de soutien qui évoluent en dehors des structures du RPG Arc-en-ciel, qui sont-ils réellement ? Quels rôles jouent-ils ?

Pour leurs promoteurs, ces groupes de soutien constituent des tremplins pour soit se tailler un poste juteux ou le conserver aussi bien au sein du parti au pouvoir que dans l'administration.

« Les militants dans les quartiers ne sont pas tous connus des responsables du bureau politique national. En s'inscrivant dans ces mouvements, ils peuvent être vus et entendus par qui de droit », explique Bangaly Condé, fondateur du mouvement « UN COUP KO ». Pour cet inconditionnel du RPG, c'est d'une bonne occasion pour ces nombreux militants de se faire connaître au sommet du parti.

Selon l'un des leaders du Mouvement CRAC qui a requis l'anonymat, ils ont pour mission de vendre l'image du Chef de l'Etat qui, selon lui, est écorné par la presse acquise à la cause de l'opposition. « Vous savez, le Chef de l'Etat n'a pas bonne presse auprès du citoyen Lamda. Ses efforts ne sont pas mis en lumière. A cause d'un défaut de communication sur ses actions, le Président de la République est objet de toutes les critiques... La désinformation aidant, il n'y a pas assez de visibilité sur tout ce qu'il fait depuis qu'il est à la tête du pays. C'est ce que le CRAC est en train de corriger sur le terrain », dira-t-il.

Quant à A. Béréfé, un membre du mouvement « Les Jaunes », c'est l'occasion de vendre l'image du Chef de l'Etat et aussi se faire un peu d'argent. « Nous nous mobilisons pour la réélection du Président Alpha Condé. Et vous devez savoir aussi que c'est en pareilles circonstances qu'on gagne un peu d'argent. Les autorités mettent souvent la main à la poche pour nous encourager ! Donc comprenez pourquoi toute cette mobilisation », justifie M. Béréfé.

Qui sont les clients des mouvements de soutien ?

La plupart de ces adeptes sont souvent des désœuvrés guidés par un leader populiste qui a le devoir de faire connaître et vanter la valeur de leur étoile. Il organisera des meetings de sensibilisation pour faire croire que le mentor est aimé par la population et travaille pour

celle-ci. Ces mouvements, de par leur attitude à vénérer leur idole, concourent à le faire éloigner de la réalité.

Pour des billets de banque, aller se rassembler pour clamer le nom de quelqu'un qui a déjà l'essentiel, ne présage pas un avenir certain pour soi. « On demande à ces personnes, à ces jeunes de travailler, c'est une erreur de croire que le mouvement est un sésame pour accéder à l'emploi, pour vivre sur le dos de quelqu'un qui ne donnera que des miettes », dira un cadre rencontré au Gouvernorat où les groupes de jeunes s'activent actuellement pour se faire enregistrer sur les listes des gens devant bénéficier des chaises et des chaînes musicales pour la campagne présidentielle. Pour lui, on vient à la politique quand on veut faire connaître ses idées, son programme de société pour le développement de son pays, on ne vient pas à la politique pour s'enrichir.

L'objectif d'un club de soutien

L'objectif principal, c'est de soutenir, épauler celui qui a en charge la gestion du pays. Il s'agit de le soutenir ou l'épauler face aux adversaires politiques. Pourtant, il peut se passer de tous ces soutiens. Si le leader ou le président élu donnait le mieux de lui-même afin de répondre aux aspirations légitimes du peuple. Malheureusement, les hommes politiques donnent l'impression de se complaire dans cette situation de flatterie qui n'est en réalité qu'une opération consistant à instaurer le culte de la personnalité. Pire, il provoque une véritable saignée financière pour les caisses de l'Etat. Les campagnes électorales sont les périodes fastes pour ces clubs de soutien. Les responsables de ces clubs sont de véritables sangsues qui, par leurs tapages sur fond de démagogie, arrivent à faire croire au chef qu'il est le champion. Il est envouté par ses thuriféraires qui finissent par lui faire croire qu'il est messianique, donc au-dessus de tout et sans adversaire.

Par exemple, dans quelques jours, ce phénomène devra atteindre son summum en Guinée, lorsque le président Alpha Condé va officiellement déclarer sa volonté de briguer sa propre succession pour la troisième fois. C'est-à-dire sa candidature pour un troisième mandat, pardon, pour son premier mandat de la quatrième République.

Dès lors, on assistera dans tous les quartiers



à la montée en puissance des oisifs politiques qui écumeront les différents sites de campagne aménagés à cet effet. Le mal est que les responsables des clubs de soutien vivront entourés d'une armada de protection avec un émoluments correspondant au salaire d'un directeur national avec tous les avantages y afférents.

Du simple citoyen au Chef de l'Etat, la nuance à saisir

En Afrique, on confond souvent le simple citoyen devenu Chef d'Etat et ses attributs qui sont les droits lui permettant d'accomplir ses missions régaliennes. On entend dire souvent que le Président de la République a fait un don, a fait ceci, a fait cela, le Président est magnanime... Non ! Le Président ne dispose pas d'une caverne d'Ali baba. Il n'est pas un philanthrope et ne fait que faire son devoir de Président de la République avec les moyens

de l'Etat. Il est l'élu de toute la nation. Il utilise les fonds que les contribuables ont mis à sa disposition pour travailler. Quand on est rémunéré à la fin du mois on ne dit pas le directeur général de ma société m'a payé le salaire, mais l'entreprise ou la société a payé mon salaire, un dû pour le capital travail mis à la disposition de la société.

Le culte de la personnalité pourrait-il disparaître un jour ?

Le culte de la personnalité est une illusion qui fausse l'appréciation du travail. Les dirigeants doivent comprendre qu'il s'agit d'un phénomène social qui leur est nuisible... Ce serait le seul moyen d'éviter ces cauchemars auxquels beaucoup d'entre eux sont confrontés lorsqu'ils perdent les rênes du pouvoir. Le refrain, on le connaît : « Vive le président ! A bas le président ! »
N'ayons pas peur des critiques constructives,

elles permettent de faire avancer les choses. Les réponses ne doivent pas devenir des invectives. Les honneurs et les hommages flatteurs et hypocrites sont non seulement nuisibles pour le travail du Président, mais ne profitent pas au peuple...

Mouvements de soutien, de véritables organisations d'escroquerie et d'arnaque

Il faudra bien qu'un jour, les Guinéens finissent par réaliser que ce qui fait avancer un pays, c'est le travail, le travail et le travail. Le tout, dans un environnement de paix et de justice sociale. Or, depuis bien longtemps, des Guinéens ont trouvé dans la création de mouvements et autres clubs de soutien, le sésame qui leur permet de vivre sur le dos des régimes successifs que la Guinée a connus. Du temps du président Conté, on ne pouvait ouvrir la télévision sans tomber sur les activités de l'une des centaines d'organisation de ce genre. Et

ils étaient si nombreux à cette époque qu'on avait du mal à retrouver le PUP, le parti au pouvoir à l'époque. Mais comme toutes organisations créées de toutes pièces et dont les dirigeants, de véritables fayots, ne vivent que par la flatterie, ces clubs et mouvements de soutien ont disparu comme par enchantement, avec le décès du président Conté. On se souvient qu'à l'époque du PUP, les responsables de l'opposition politique ne manquaient aucune occasion de dénoncer tous ces mouvements qui vivaient et menaient leurs activités avec de l'argent public. Mais dès son accession au pouvoir en 2011, le nouveau régime a encouragé la création de plusieurs autres clubs et mouvements de soutien dont l'objectif principal est de faire du tintamarre, distraire et empêcher les Guinéens de découvrir les actes de vols et de pillages des ressources du pays, auxquels se livraient certains cadres véreux et autres barons du RPG Arc-en-ciel.

Et tous ces mouvements qui sont regroupés aujourd'hui dans ce qu'on appelle « la galaxie Arc-en-ciel » sont financés directement ou indirectement par l'argent public. La plupart des responsables de ces mouvements de soutien roulent dans des grosses cylindrées. Mais comme ce fut le cas au temps du président Conté, il ne serait pas surprenant de voir un

jour tous ces mouvements disparaître après le règne du président Alpha.

Chanter les louanges pour espérer mieux bouffer et sans travailler !

En réalité, ces mouvements ne sont créés qu'avec pour seul objectif d'escroquer les tenants du pouvoir auxquels ils ont réussi à faire naïvement croire que sans eux, le pays entier disparaîtrait. Après Conté, c'est aujourd'hui le tour au président Alpha Condé de gérer les affaires de l'Etat. Et à peine avait-il prêté serment en 2010, que déjà à cette période, ici et là, des mouvements de soutien poussaient avec les mêmes objectifs : chanter les louanges pour espérer bouffer sans travailler. Les activités de ces mouvements occupent aujourd'hui une partie du journal télévisé de 20h30. Il n'est peut-être pas trop tard pour rappeler à tous les promoteurs de ces organisations d'escroquerie et d'arnaque que les Guinéens n'ont pas porté Alpha Condé à la tête du pays pour que les gens viennent leur répéter à longueur de journée qu'il est l'homme le plus beau du monde, qu'il est l'homme le plus intelligent du monde, qu'il est un travailleur et blablabla ! C'est justement parce que les Gui-

néens ont cru en ses nombreuses qualités qu'ils l'ont porté au pouvoir. Tout ce qu'ils attendent de lui à présent, c'est de remplir sa part de contrat. Car l'élection est une forme de contrat social. Le candidat fait une offre aux électeurs : « si vous me votez, je ferai pour vous ceci ou cela... ».

Les électeurs, après avoir reçu plusieurs offres venant de divers candidats, décident d'accorder leur voix à celui qui a présenté la meilleure d'entre elles. Une fois que ce dernier est élu, les électeurs ont rempli leur part du contrat. Il ne reste plus qu'à l'élu de respecter ses obligations vis-à-vis du peuple.

Les électeurs, les Guinéens donc, n'ont plus à créer des mouvements de soutien pour le Pr Alpha Condé. Ils doivent se mettre au travail et veiller à responsabiliser les autorités. Cela veut dire qu'ils ont l'obligation de surveiller leurs actes, de contrôler l'utilisation de l'argent public et dénoncer toute gabegie. Veiller à ce que la loi soit partout la même pour tous, qu'on soit président de la République ou simple citoyen. C'est ce qu'on appelle aider un président à travailler pour le bien de tous. Haro donc sur les mouvements et associations de soutien, véritables volières de mange-mil... En tout cas, ceux qui travaillent dur pour vivre et faire avancer leur pays n'en veulent plus.



Coup d'Etat au Mali : Macky Sall plaide pour un allègement des sanctions de la CEDEAO

A l'issue d'un Sommet Extraordinaire virtuel tenu jeudi, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a opté pour la fermeté à l'encontre des militaires qui ont pris le pouvoir à Bamako. Mais cette fermeté doit avoir un coté humanitaire. C'est le sens du plaidoyer présidentiel de Macky Sall ce jeudi.

Par la voix de son président en exercice, le Président nigérien Mahamadou Issoufou, l'organisation régionale a ordonné un retour sans conditions de l'ordre constitutionnel avec le rétablissement dans ses fonctions d'IBK. Une injonction assortie de sanctions allant de la suspension du Mali de toutes les instances de la CEDEAO à son isolement, ainsi que l'arrêt de toutes transactions en direction dudit pays. Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, suite à une requête de leur homologue sénégalais Macky Sall, ont néanmoins adouci le ton concernant l'embargo sur les produits de première nécessité.

La CEDEAO ne veut pas laisser le cas Mali prospérer dans la sous-région. Aussi dans le

communiqué qui a sanctionné le Sommet extraordinaire de ce jeudi, le ton était à la fermeté. Mahamadou Issoufou, président en exercice de l'organisation régionale qui en a fait lecture, a ainsi «condamné avec fermeté les menaces et les pressions ainsi que les manipulations effectuées par les militaires putschistes sur le Président Ibrahim Boubacar Keïta pour le contraindre à annoncer une démission contre gré ; dénié toute forme de légitimité aux militaires putschistes et exigé le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel».

Et d'ajouter une série de sanctions qui vont de la suspension du Mali de tous les Organes de décision de la CEDEAO avec effet immédiat conformément au Protocole Additionnel de la

Démocratie et la Bonne Gouvernance et ce, jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel, la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales, à l'exception des denrées de première nécessité, des médicaments, du carburant, et de l'électricité entre les pays membres et le Mali».

Ce bémol mis par les Chefs d'Etat de la Communauté est à mettre à l'actif du président sénégalais qui dans son intervention lors de la visioconférence, a appelé «la CEDEAO à réapprecier les sanctions annoncées pour tenir compte des impératifs humanitaires. Dans cette perspective, les denrées de première nécessité, les produits pétroliers et les produits pharmaceutiques ne devraient pas être concernés par l'embargo. «Cet amendement a été accepté pour être intégré dans la déclaration finale», indique une note de la présidence de la République sénégalaise. S'agissant de l'envoi au Mali de la Force en Attente de la CEDEAO évoqué dans le communiqué de l'organisation, Dakar a aussi appelé à privilégier le dialogue dans la résolution de cette crise pour laquelle une médiation était déjà en cours avant que ne survienne le coup d'Etat.

■ Boniface T.



PSG-Bayern : Cette fois, Choupo n'a pas joué les héros...



Auteur d'une entrée décisive en quart de finale de la Ligue des champions contre l'Atalanta Bergame (2-1), Eric Maxim Choupo-Moting a été préféré à Mauro Icardi par Thomas Tuchel et lancé à la 80e minute de la finale face au Bayern Munich (0-1) ce dimanche à Lisbonne alors que son équipe était menée au score depuis le but du Français Kingsley Coman à la 59e minute. Malheureusement, l'attaquant de 31 ans n'a pas eu la même réussite que face aux Italiens.

Et le Camerounais a d'abord gâché une belle situation dans la surface en servant Mbappé, hors-jeu, alors qu'il y avait mieux à faire. Puis il a ensuite manqué quelques centimètres au natif d'Hambourg pour couper une passe de Neymar à bout portant dans le temps additionnel.

A l'instar de ses coéquipiers, l'ancien joueur de Schalke 04 aura manqué d'efficacité. En fin de contrat, il quitte le PSG sur cette déception

mais fort d'un bel été, presque inespéré, sur le plan individuel. L'autre Africain du club, le Sénégalais Idrissa Gueye, est quant à lui resté sur le banc. Lauréat, le Bayern ne compte aucun Africain dans son effectif. Sacrés l'an passé avec Liverpool, Sadio Mané, Mohamed Salah, Naby Keita et Joël Matip devront donc patienter avec de connaître leurs successeurs...

Sport, Basketball : Le championnat de D1 est de retour



La fédération malienne de basketball a repris ses activités sportives et les championnats de première division chez les hommes et les dames ont redémarré à partir de la 7ème journée depuis le vendredi 21

août. Stoppées depuis mars dernier, les compétitions d'élite du basketball malien n'attendaient que l'aval des autorités sanitaires et administratives pour reprendre les choses là où elles

s'étaient arrêtées. Fin juillet, le ministère des sports a finalement ordonné la réouverture des différentes infrastructures aux activités.

Après avoir pris toutes les dispositions pour faire respecter les mesures barrières, la FMB a programmé les matchs de la 7ème journée hommes et dames pour les 21 et 22 de ce mois d'août et ceux de la 8ème et dernière journée de la phase aller pour les 28 et 29.

À noter que tous les matchs se jouent à huis clos mais les supporters peuvent regarder ces rencontres en direct sur la page facebook de la fédération malienne de basketball.

Les résultats des matchs de la 7ème journée sont les suivants :

Chez les Hommes,

CRB 63-70 USFAS
AS REAL 65-73 AS MANDE
ATTAR CLUB 67-69 CBD
STADE M.B 63-69 AS POLICE

Chez les Dames,

STADE. M. B 70-68 DJOLIBA
AS POLICE 79-43 ATTAR CLUB
USFAS 57-60 CBD
COMMUNE VI 25-39 AS REAL
S.Guindo, stagiaire



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infaillible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

Promo Modem 4G



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ



4G



Malitel

Proche de vous

5 Go
offerts



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official